VA 115 2462

TISONS D'HERCULE,

OU

FRAGMENS

pour servir de supplément et de suite aux Lettres confidentielles sur les relations intérieures de la Cour de Prusse depuis la mort de Frédéric II.

TRADUITS DE L'ALLEMAND.

TOME I.

CAHIER I — III.

AVEC FIGURES.

A PARIS 1808.

TISONS D'HERCULE,

OU

FRAGMENS

pour servir de supplément et de suite aux Lettres confidentielles sur les relations intérieures de la Cour de Prusse depuis la mort de Frédéric II.

CAHIER III.

AVEC FIGURES.

A PARIS 1808.

TABLE

DES MATIÈRES.

Explication du frontispice . . . . page VII

Rectification de deux articles du second volume des lettres confidentielles. (Edition allemande.) . . . VIII

Correspondance.

Lettres sur divers objets rélatifs à l'armée Prussienne, et particulièrement sur l'administration en campagne 1

La pomme de discorde des Nations ou qu'est-ce qui a fait naître la guerre entre les Anglois et les François? et qu'est-ce qui peut en amener la fin? . . 46

Retraite et prise du Corps de Bila 79

Fidélité au service 96

Bagatelles intéressantes 100

De la tendance de l'ouvrage intitulé : Lettres confidentielles sur les relations intérieures de la Cour de Prusse etc. et sur la feuille périodique : Tisons d'Hercule, etc. 103

Eclaircissemens donnés par l'auteur des Lettres confidentielles etc. au sujet du livre noir cité dans les Tisons d'Hercule, etc. 113

Note de l'Editeur 117

Réponse à une lettre anonyme de l'auteur du régistre noir 117

EXPLICATION
DU FRONTISPICE.

Le ci-devant Commandant de Schweidnitz, *de Haak*, qui craignoit, après l'action de Kant, de tomber entre les mains des Prussiens, prit la fuite vers Dresde et fut, dans la route, maltraité par les paysans près de Bunzlau, se rendit, après la capitulation de Schweidnitz, dans la petite ville de Jauer. Les bourgeois, pour lui faire une réception honorable, cassèrent les vitres de sa chambre à l'auberge où il s'étoit logé. Il descendit en hâte auprès de l'hôte, et lui dit:

Vous avez sans doute ici des gens qui vous veulent du mal; on vous a cassé les vitres.

Pardon, Monsieur le Commandant, répartit l'hôte, *l'honneur étoit de votre côté.*

Rectification de deux articles du second volume des lettres confidentielles. (Edition allemande.)

P. 38. lettre 4. „Je regarde la Russie et la France „comme deux puissances opposées l'une à l'autre, qui „sont bien en état de se repousser mutuellement, mais „qui ne peuvent que s'anéantir réciproquement."

Ceci implique contradiction. Il faut lire: „mais qui „ne pourront jamais s'anéantir réciproquement."

P. 82. 83. lettre 4. On cite des exemples de quelques Employés qui témoignent peu de patriotisme, puisqu'ils fournissent des boeufs, des moutons et de l'eau de vie. A la page 84, on présente cette conduite de leur part comme un avantage pour la province puisqu'ils fournissent des subsistances à l'armée. Il paroit y avoir ici contradiction. Mais il faut remarquer qu'une observation appartenant à la p. 83 et qui fut envoyée séparément à l'imprimeur, s'est perdue. La voici:

La livraison de produits bruts ne peut être un fardeau pour le pays, que lorsque celle des produits de ses fabriques à l'armée lui procure aussi des avantages. C'est la raison de l'excessive cherté de la viande dont le prix n'est plus en proportion avec celui du grain. Mais aussi comment le paysan peut-il labourer ses terres, quand on tue ses boeufs? Si l'on demande ensuite comment des Employés du Roi se trouvent en connexion avec des livraisons, nous avouerons que cela n'est ni convenable, ni juste. Chacun devroit faire son métier.

CORRESPONDANCE.

Lettres sur divers objets relatifs à l'armée Prussienne, et particulièrement sur l'administration en campagne.

Berlin 1806.

Vous me demandez, mon ami, de vous donner quelques renseignemens sur la méthode d'administration de l'armee Prussienne en campagne. Vous souhaitez de savoir ce qui a été fait jusqu'à présent à cet égard, et comment cette administration peut avoir influé sur les malheurs de la guerre. Je vous exposerai fidellement ce que l'expérience m'a fait connoître à ce sujet.

L'organisation de l'armée Prussienne fut, dans les principes de Frédéric le Grand, un modèle de régularité et d'ordre, parfaitement adopté au tems. Les diverses conjonctures de la guerre de sept ans ont pu troubler quelquefois cet ordre; mais la pénétration de Frédéric sut toujours empêcher qu'il n'en résultât des suites funestes.

Je ne connois point les détails de l'administration qui avoit lieu alors; mais il faut que l'organisation en ait été bonne; car l'armée fut victorieuse, ne per-

dit point courage, garda sa bravoure, conserva son attachement et son dévouement pour le Roi, et supporta avec patience le mal qui n'étoit pas à éviter. L'armée ne connoissoit point alors la mollesse; les mariages n'étoient pas fréquens, et n'avoient pas amené le passage de la vie militaire à l'activité productive toujours dangereuse pour le soldat.

Avant toute autre chose, Frédéric le Grand avoit soin que *ses magasins fùssent remplis*, et c'est la base des opérations d'une armée. Après cela, par la rapidité de ses armes et la multiplicité de ses marches, il eut l'art de se mettre toujours à tems en possession des provinces où il pouvoit trouver des subsistances pour ses troupes; c'est ce que prouve la guerre de sept ans.

Au reste, la subsistance que l'on fournissoit de ce tems-là au soldat consistoit régulièrement en 2 livres de pain par jour, et en 1 Gr. 6 Fen. tous les cinq jours pour de la viande, là où il n'étoit pas possible ou bien lorsqu'on ne trouvoit pas qu'il fût nécessaire de fournir la viande en nature. De pareilles distributions de viande se faisoient souvent lorsque les troupes campoient, mais elles n'eurent jamais lieu tout-à-fait sans interruption. Dans les cantonnemens, les soldats étoient nourris aux dépens de leurs hôtes. On ne distribuoit de vivres que dans des contrées où il y avoit disette. Il faut ajouter que dans ce tems-là où les vivres étoient à bas prix, la solde étoit très suffisante.

L'alternative continuelle du superflu et du besoin eut pour l'armée des suites avantageuses. Les soldats éprouvèrent bientôt que chaque avantage remporté sur l'ennemi, procuroit un renfort pour l'estomac, et ils marchèrent avec ardeur en avant. La plupart des subsistances de l'armée étoient fournies par des livranciers. Dans les cas de la plus grande nécessité on avoit recours aux requisitions pour des objets de peu de valeur. Cette mesure honore le vainqueur. Il faisoit d'ordinaire une guerre offensive dans le pays de l'ennemi qu'il mettoit à contribution. Il savoit bien que par cette voie il arrivoit plus promptement au but, et qu'il ménageoit ses propres Etats.

Il est vrai que bien des livranciers s'enrichirent. Mais il n'en résultoit aucun mal pour l'armée. L'essentiel étoit que les contracts fûssent tenus, et c'est à quoi ils étoient obligés à leurs propres risques. S'ils faisoient un gain considérable, c'étoit la suite d'un achat fait à bas prix, et par conséquent un gain légitime. Il faut, en général, pour des affaires de cet ordre, des hommes qui ayent du bien et des connoissances commerciales; il faut aussi leur faire des conditions équitables, si l'on veut éviter les fraudes et la negligence dans le soin de faire subsister le soldat. Le point capital est d'empêcher que l'on ne s'enrichisse aux dépens de l'armée, et de veiller à ce qu'elle reçoive tout ce dont elle a besoin, et dont on a fourni le payement. Frédéric le Grand avoit un don particulier de gagner l'affection du soldat et de l'accoutumer par son

exemple à la modération, et aux privations même. Dans toutes les affaires militaires il vouloit de la résolution et de la briéveté, et jamais une économie hors de tems n'arrêta le cours des opérations. Je vous dirai dans ma lettre prochaine si l'on a conservé ces principes de Frédéric dans l'administration des subsistances de l'armée.

1806.

Frédéric l'Unique procura un long intervalle de repos, de paix et de bien-être à son pays. Il est douteux qu'en mourant il ait nourri l'espérance que la gloire de ses Etats seroit de durée. Pour beaucoup de personnes il avoit régné trop longtems; plusieurs regardèrent sa mort comme un événement heureux. Quelques personnes annonçoient une guerre prochaine, et croyoient que l'Autriche qui n'avoit pu reprendre la Silesie au Monarque victorieux ne tarderoit pas à l'enlever à son successeur. On se trompa. La paix ne fut point troublée. Frédéric Guillaume II étoit né pour les jouissances; il n'avoit pu, sous Frédéric II, en profiter qu'à la dérobée. Lorsqu'il fut sur le trône il s'abandonna à une volonté qui ne connoissoit plus de limites, et le commencement de son règne fut un composé de traits généreux, de vues bienfaisantes, et en même tems de foiblesses et d'écarts qui le rendirent bientôt esclave de quelques hommes ignorans et mauvais. Cependant les torrens de numéraire que la cour versoit dans le public donnèrent de l'éclat à la capitale, comme il arrive dans tout gouvernement qui annonce de la prodigalité.

Digitized by Google

L'armée avoit des raisons de se réjouir du nouveau Souverain, car ses premiers soins pour son bien-être lui procurèrent des avantages marqués. Elle fut habillée de neuf et avec goût; les jeunes officiers qui ne connoissoient autre chose que l'uniforme dans leur vocation étoient transportés de joie. Ils ne cessoient de dire combien l'armée avoit gagné au nouveau règne, — car l'uniforme étoit si belle. Le soldat se réjouissoit aussi, mais avec plus de raison, car il étoit habillé plus complètement et plus commodément, et on lui donnoit quelques secours en argent et en pain pour ses enfans. L'insolence des patriotes Hollandois envers l'épouse du Stadthouder, soeur du Roi, fut la première occasion de faire marcher une armée qui alla en Hollande. On étoit fort attentif aux suites de cette campagne dont on n'espéroit pas moins que la réunion de la Hollande avec la Prusse.

Les troupes marchèrent avec ardeur. L'esprit de Frédéric planoit encore sur elles, et elles ne formoient d'autre plainte que d'avoir des ennemis aussi peu redoutables que les Hollandois qui pour soldats avoient des matelots, et pour boulets de canon des fromages. Les préparatifs de cette petite campagne mirent en évidence le goût du Monarque pour tout ce qui étoit accompli et superflu.

Le Duc de Bronswic châtia bientôt l'impolitesse des Hollandois, et les soldats allégèrent les caisses et les poches des patriotes. Ils rapportèrent de l'or, des montres, de la vaisselle d'argent et firent un grand éloge des épices.

Il ne se passa rien de remarquable dans le soin des subsistances de cette armée Elle traversa la Westphalie et l ays de Clève Le Roi donna pendant la marche un supplément de solde et ordonna que les paysans fûssent payés pour les subsistances qu'ils fourniroient; je ne sais si cet ordre a été exécuté. A Wesel et ailleurs on trouva des magasins remplis, et en Hollande les patriotes furent chargés d'approvisionner leurs convives. Dans les campemens on distribua avec beaucoup d'ordre de la viande, des légumes, de l'eau de vie et de la bierre. Après cette petite marche d'exécution qui n'étoit qu'une affaire de la famille royale, la Prusse conserva la paix jusqu'en 1790 où la politique fit reprendre les armes. L'Autriche avoit étendu ses domaines par ses conquêtes dans la guerre avec les Turcs. On jalousoit ses progrès. Secondé par l'insurrection des Pays-bas, et par les intentions des Hongrois à suivre cet exemple, intentions que leurs Magnats secrètement envoyés étoient venus faire connoître; Frédéric Guillaume desiroit de mettre des bornes à ces progrès.

Les préparatifs concernèrent cette fois l'armée entière. Les troupes se réjouissoient d'avoir de nouveau leurs anciens ennemis à combattre, les Autrichiens sur lesquels elles étoient accoutumées de remporter la victoire, et d'aller se divertir en Bohème. On ne voyoit nulle part de l'inquiétude, par tout un zèle ardent à coopérer au projet. Les atteliers étoient remplis d'ouvriers qui travailloient aux brillans équipages de campagne. De superbes chevaux, des valets de troupes très

bien mis traversoient la ville en tous sens. Ce fut pour les Berlinois un beau spectacle que de voir l'équipage qui passoit souvent les rues en parade, et qui étoit composé de voitures peintes avec goût et dont la destination étoit annoncée par les inscriptions qu'elles portoient. On lisoit: *fourgon d'argenterie*, *fourgon de buffet*, *fourgon de cuisine*, *fourgon de caisse etc.* Plus de 100 mulets, couverts de belles housses et ornés de plumes de toutes couleurs devoient porter les fardeaux. Cette pompe orientale étoit à comparer avec la marche d'une armée de Xerxès. Les vétérans de Frédéric II disoient, à la vérité, que la guerre n'étoit pas une revue, et qu'on avoit tort d'y mettre tant de luxe. Leurs avis ne furent point écoutés.

Le départ des troupes étoit fixé au mois de Mai. Il fut différé de trois semaines, parcequ'on manquoit de magasins. Le Ministre de Schulenburg, cousin du dernier, termina l'inquiétude où le mettoit la responsabilité dont il étoit chargé à cet égard en faisant passer une balle par sa tête. Pourquoi son exemple n'a-t-il point trouvé d'imitateurs?

En Juin la superbe armée quitta ses garnisons, entra en Silésie et se posta en face de la Bohème. Le pacifique Léopold vit ces légions à ses frontières, il accéda aux prétensions de la Prusse, rendit aux Turcs les avantages que Joseph avoit conquis sur eux, anéantit les espérances des fiers Hongrois, et la paix fut signée à Reichenbach. *) L'approvisionnement alla très mal;

*) On eût mieux fait d'abandonner aux Autrichiens les conquêtes qu'ils avoient faites en Turquie, de s'entendre avec

on ne s'y étoit point préparé. On ne manquoit pas, à la vérité, de fourage; la Silésie fut obligée d'en fournir et les Commissaires firent très bien leurs affaires. Mais la subsistance du soldat ne fut pas suffisante, car la Silésie aussi a des habitans pauvres qui ne sont pas en état de nourrir les gens de guerre. Les Turcs donnèrent à l'armée quelques tonneaux de riz; tout le reste tomba à la charge du pays. En Octobre les régimens retournèrent tous dans leurs garnisons. Des légions d'employés se trouvèrent sans pain et gémirent de la courte durée de cette campagne, pendant laquelle toutefois chacun s'étoit pourvu. Dans le grand magasin de Francfort seul, on annonça quelques centaines de Winspel mangées par les rats. Les inquisitions n'eûssent rien fait gagner; — on fit la clôture des comptes.

Cette campagne prouva déjà évidemment que l'on abandonnoit rapidément et dans tous les points le système de Frédéric. La troupe de Coras consolidoit toujours plus son empire, et tout ce qui se fit dans ce période d'éclat fut son ouvrage et tourna à son profit.

En 1791 il y eut de nouveau une campagne en Prusse. Des mésentendus firent armer contre la Russie. Cette campagne n'occupa cependant qu'une partie de l'armée et fut terminée par la plume au bout de quelques mois. Ces deux marches avoient épuisé l'Etat, d'argent, de chevaux et de fourage. Les officiers s'étoient vus contraints à faire des dettes.

eux et de saisir cette époque pour donner aux Etats Prussiens ce que Frédéric II avoit négligé, et ce qui leur étoit si nécessaire — de meilleures limites du côté de l'occident.

En 1792 une partie de l'armée se rendit au Rhin où après deux marches infructueuses s'entama enfin une guerre sérieuse. Quoiqu'il n'y eût qu'une partie de l'armée qui s'y rendît, le Roi la suivit en personne, et même avec grande pompe. Il avoit dans sa suite, des comédiens et des musiciens, des favorites et des chambellans, des illuminés et des jongleurs, de sorte qu'on vit se réunir à Francfort sur le Mein une cour entière, avec une multitude de personnes inutiles, qui vivoient dans l'abondance et prodiguoient des sommes qui devoient épuiser l'état.

Un rafinement de réformes et d'améliorations avoit donné une plus grande extension à plusieurs branches d'administration, et c'est ce qui se manifesta surtout dans l'approvisionnement de l'armée durant cette campagne.

On salaria beaucoup plus d'employés qu'il n'en falloit pour l'armée entière; c'étoient presque tous des gens de connexion, des laquais favoris, des oiseux sans talens, des compagnons de maîtrise. On trouva effectivement parmi eux un fils de tailleur qui avoit achevé ses apprentissages, un compagnon boutonnier, des marchands qui avoient fait banqueroute, des accapareurs de grain et des maquignons. Les emplois alloient ainsi en montant jusqu'aux premiers préposés parmi lesquels on voyoit aussi des hommes de hazard et des enfans de fortune. Les bonnes têtes de l'Etat prévirent bien ce que l'on avoit à attendre d'une campagne commencée de cette manière et les sommes immenses

qu'elle coûta justifièrent leur attente. Ce qu'il y avoit de plus triste, c'est que tandis que ces dépenses se faisoient avec une prodigalité insensée, l'armée souffroit les plus grandes privations, et que la constance de fer et la modération des troupes, ainsi que l'excellente subordination qui caractérise l'armée Prussienne, gagnèrent seules les victoires dont on put se glorifier.

Si l'on regardoit comme certains les succès de cette campagne, et l'anéantissement de la force nationale Françoise, on n'avoit pas assez pourvu aux moyens d'approvisionnement. On en avoit cependant d'autant plus besoin que l'on ne faisoit pas la guerre dans son propre pays, mais dans des pays voisins et amis, et en partie sur le territoire des alliés. On avoit établi comme une chose incontestable que l'armée seroit victorieuse en France et qu'elle y trouveroit ses vivres.

Frédéric Guillaume étoit trop humain pour ne pas avoir soin du bien-être de son armée, surtout en tems de guerre, ou pour ne pas en ordonner le soin; car toute son activité consista à prescrire ce qui devoit être fait. Mais il n'avoit pas assez de pénétration pour découvrir si ses ordres étoient exécutés; la fraude avoit établi sa demeure autour de son trône, et lui interceptoit toute connoissance de la vérité. On s'étoit emparé de sa foiblesse, et sous ses yeux on accumuloit sans honte les abus.

On préposa à l'approvisionnement de l'armée quelques conseillers de haute considération; on composa

de longues instructions très-détaillées pour les employés; tout devoit être accompagné de pièces justificatives, calculé et contrôlé; et cependant l'on mit en fonction des gens qui étoient entièrement incapables d'ouvrages de cet ordre.

Il est vrai qu'on eût dit qu'il n'existoit pas d'autre projet que celui d'enrichir les employés; ils enchérissoient les uns sur les autres. Un magasin abandonné dans Longwy à la retraite et qui pouvoit valoir environ 6000 Risd. fut passé en compte 100000 Risd. On n'avoit pas honte de faire un compte de 60000 Risd. uniquement pour des sacs. On fournissoit en secret aux Autrichiens des subsistances tirées de nos magasins. Dans le même tems où l'armée Angloise sous le Duc d'York ne dut qu'à la conduite de livranciers sans conscience la nécessité où elle se trouva de quitter les Pays-bas et la Hollande et se trouvoit affamée en s'embarquant, l'armée Prussienne fut aussi livrée en proie à l'usure, et exposée aux souffrances du besoin, tandis que les fournisseurs et les employés d'approvisionnement, jusqu'au copiste subalterne, s'enivroient des vins le plus exquis, et couvroient d'or leurs tables de Pharaon.

On ferma les yeux à tous ces abus, et il falloit bien feindre de ne pas les appercevoir, puisqu'ils venoient de plus haut. Par contre l'on s'en tint rigoureusement à des formes inutiles et compliquées. On tira des millions de lignes sur le papier, et des millions d'écus sortirent des caisses. On écrivit une mul-

titude de comptes, on fabriqua de grands régîtres, et l'on y ajouta de fausses pièces justificatives. Chaque erreur de calcul, chaque attentat contre la forme devenoit l'objet de longues observations. Une sòmme de $\frac{2}{5}^{es}$ de fenins qui ne s'accordoit pas avec les assignations ou avec l'état du tableau étoit ramenée et repoussée dix fois de còté et d'autre, et enfin jetée sous le tapis. Mais on n'examinoit point si les sommes portées en compte avoient réellement été dépensées, et si elles avoient nécessairement dû l'ètre, bien moins encore, si le soldat et le valet recevoient et de quelle manière ils recevoient ce qui leur étoit alloué selon l'état de dépense, ou bien si le nombre des personnes existantes s'accordoit avec les indications. On n'observoit pas les mauvais chevaux que la faim faisoit périr, tandis que les officiers du train fourageoient pour eux et faisoient avec les garde-magasins un négoce de rations désastreux.

Deux gros dépensés au delà de la fixation de l'Etat donnoient lieu aux recherches les plus minutieuses, et les sommes dépensées inutilement ou faussement portées en compte ne faisoient pas naître le moindre soupçon, aussi longtems que la forme étoit remplie. La négligence à former des magasins à tems, l'obligation de les faire former rapidement par des livranciers auxquels on accordoit les conditions les plus lucratives et les prix les plus avantageux, et que leur générosité mettoit à l'abri de tout examen rigoureux de la part des garde-magasins, renchérirent beaucoup

la guerre. Les soldats recevoient peu d'approvisionnemens en nature. Soumis à une discipline sévère et cantonnant dans les pays du Rhin que le Roi avoit promis de ménager, ils étoient réduits à vivre en grande partie de leur solde. On conçoit que, dans un tems de cherté, cette solde ne les menoit pas bien loin, le soldat, lorsqu'il est en campagne, ne pouvant acheter sa subsistance que des vivandiers. Les munitions qui, depuis longtems, d'après un bien faux principe, étoient adjugées au bail à rabais, étoient dans le plus mauvais état. Des marchands, des monopoleurs et des juifs les fournissoient. Et malgré tous ces abus, l'armée qui gémissoit sous ce fardeau tint contre un ennemi qui vivoit dans l'abondance, qui combattoit avec enthousiasme, et qui, loin d'être assujetti à des lois militaires, se montroit partout indiscipliné.

Les officiers furent aussi les victimes de l'usure. Quelques juifs suivoient l'armée avec toutes les pièces d'uniforme dont on pouvoit avoir besoin. Ils se tenoient derrière les tables de jeu, prêts à fournir des espèces sonnantes. Ils entreprenoient de grandes livraisons, ruinoient le bien-être de plusieurs familles, et revinrent chez eux, enrichis de précieuses dépouilles.

Ce déversement de la prospérité nationale dura trois ans, et fut encore considérablement augmenté par la guerre qui s'alluma en Pologne. La paix avec la France en 1795 et la prise de possession de la Prusse méridionale terminèrent enfin les hostilités. Les em-

ployés d'approvisionnement rèvinrent chez eux avec de beaux équipages et un grand butin; ils avoient moissonné pour la vie entière et n'en rougissoient point; ils s'exprimoient librement à ce sujet, et l'un d'entre eux revint même à Potsdam immédiatement suivi de quelques tonneaux de vin de Rhin. Pour terminer enfin leurs bonnes affaires par un dernier coup lucratif, ils mirent à profit cette occasion d'apporter dans le pays une quantité de contrebande.

Leurs infortunés Collègues en Pologne étoient plus mal placés. Ils avoient beaucoup de mal et peu ou point de gain. A leur retour, ils se montrèrent envieux de l'aisance des autres dont quelques-uns, outre leurs puissantes acquisitions, avoient encore obtenu des pensions ou des charges lucratives. On commença des perquisitions sur tout ce qui s'est passé; mais on ne put faire autre chose que de les déposer enfin aux actes, ce qui eut lieu quelques années après. Les régistratures se chargèrent de ballots immenses de procès-verbaux qui ne renfermoient rien que des preuves de grandes fautes et de grandes fourberies. Ma lettre suivante vous apprendra si cette campagne du Rhin a au moins servi de leçon.

1806.

Frédéric Guillaume II chercha à guérir la plaie que la campagne du Rhin avoit faite à l'Etat. Mais ce fut en vain, l'intérêt propre fut toujours plus en jeu. L'armée parvint, à la vérité, à se refaire pour

l'extérieur, la magnificence devint plus grande qu'elle ne l'avoit encore été; mais les officiers étoient déjà les victimes de l'usure, et leurs dettes furent toujours plus considérables.

Le Monarque fut spectateur — non indifférent — mais au moins tranquille des scènes qui désoloient l'Europe. Il ne tira plus le glaive; mais il ne fit rien pour préparer l'Etat à une guerre possible ou pour l'en préserver. Ses souffrances corporelles augmentèrent et le réunirent bientôt à ses ancêtres.

Une aurore brillante se leva alors sur l'Etat. Frédéric Guillaume III donnoit les plus belles espérances. Plusieurs Employés peu dignes de leurs fonctions furent mis hors d'activité; plusieurs abus disparurent et firent place à une meilleure administration. Mais la réforme n'eut pas lieu dans l'armée; le soldat étoit un jeu et un esprit de minutie qui avoit pris le dessus fit entièrement sortir le génie militaire de sa direction. Les sages arrangemens qui existoient encore rélativement aux uniformes de l'armée, cédèrent à un faux point de vue sous lequel on envisagea la chose, à l'idée de contrainte qu'on y attacha. On supprima ces réglemens et l'on accorda aux officiers, à cet égard, une liberté qui ne pouvoit que tourner à leur désavantage. On eût dit que les Juifs avoient donné lieu à ces mesures, car tout ce qui concernoit les uniformes tomba entre leurs mains, et avec d'autant plus de lucre pour eux que le Roi donnoit lieu tous les ans à des changemens qui ruinoient les officiers. L'uni-

forme du simple soldat fut de même modifiée. Le caractère devoit en être — *l'unité* — mais les habits étoient étroits, de mauvaise qualité, ne couvroient pas l'homme, et ne pouvoient servir en campagne. Personne qui ne reconnût cette institution comme fautive et désavantageuse, et personne cependant qui eût le courage d'y rendre le Monarque attentif *). Tous ces arrangemens détruisirent, en grande partie, l'utilité qu'on pouvoit tirer des troupes.

Avant toutes choses, Frédéric Guillaume aime la paix. Il a fait, pour la conserver, bien des sacrifices, et ce n'est que la permanence du repos qui a pu donner de la consistance à plusieurs arrangemens bien sages. Le jeune Monarque avoit en outre beaucoup de maux à réparer, et il falloit un Prince d'une telle modération et d'une telle économie pour avoir le courage de commencer par les privations qu'il s'imposoit à lui-même et à sa famille. Pourquoi n'a-t-il pas avec cette volonté sérieuse du bien, cette confiance en lui-même qui seroit absolument nécessaire pour distinguer le vrai du faux? Pourquoi est-il timide vis-à-vis des Grands de son Royaume, et défiant par rapport à ses propres vues? Il en résulte une vacillation qui est destructive de tout bien.

La paix se soutint — aussi longtems qu'elle put

*) On a raconté qu'un soldat des Gardes de Potsdam, auquel le Roi donna un grand Ecu en recompense durant l'exercice, le mit en presence du Monarque dans sa bouche, ses poches étant trop petites pour le contenir. *Rem. du Trad.*

se soutenir. La guerre de l'année dernière obligea enfin le Monarque prévoyant à faire partir son armée pour couvrir ses frontières. Vous connoissez les raisons politiques de cette marche, et les mesures militaires qu'on a prises. Je ne parle que de celles qui concernèrent l'approvisionnement. Furent-elles ce qu'elles devoient être pour une armée qui sous le commandement d'un nouveau Roi alloit défendre la patrie, maintenir sa gloire primitive, donner à son chef la première preuve de son dévouement, de sa fidélité, de son courage? Je vais en esquisser le tableau.

On espéroit et l'on avoit droit d'espérer que sous Frédéric Guillaume III, tous les arrangemens rélatifs à la guerre seroient pris avec sagesse et d'une manière qui les fît tendre au but. Car les Employés supérieurs, auxquels ces affaires multipliées et importantes étoient confiées, avoient tous en leur faveur l'opinion publique, et paroissoient avoir le caractère de l'infaillibilité. Le Roi étoit très instruit des abus qui avoient eu lieu à la campagne du Rhin. Il étoit à supposer que cette expérience serviroit de règle et guideroit un meilleur choix. Il n'est pas à douter non plus que l'intention n'en fût bien prononcée; seulement on se trompa beaucoup dans le choix des moyens.

L'approvisionnement de l'armée avoit, pour l'essentiel, la même organisation qu'on lui avoit donnée à la campagne du Rhin. On y ajouta la publication de nouvelles instructions, beaucoup plus détaillées

encore, pour les différentes classes d'approvisionnemens. Ces instructions étoient tellement compliquées que l'homme d'affaires le plus habile eût été hors d'état de les suivre dans leurs détails. Ces nouvelles formes scientifiques ne peuvent avoir été dressées que par un homme qui n'aura pas fait l'expérience de ce qui appartient à l'approvisionnement dans le cours d'une guerre. Elles devoient parer tous les abus, obvier à tous les subterfuges. Et cependant l'Employé infidelle trouvoit toutes les voies ouvertes pour remplir ces formes frauduleusement.

Le département des approvisionnemens établi à Berlin ordonnoit et dirigeoit le tout. Le Chef de ce département est un Général d'un très grand mérite, mais septuagénaire, et chargé de plus d'emplois que le génie le plus actif n'en sauroit remplir dans les années de la force. Il est Maître général des logis, Chef du département du génie, Inspecteur général des forteresses de tout le pays. Sous son commandement on créa pour chaque corps d'armée un Commissariat de campagne, de sorte qu'il s'en forma cinq. La direction de ces Commissariats fut confiée à des Conseillers de guerre et de domaines qui étoient très au fait de cette administration, et dont quelques-uns avoient déjà fait la campagne du Rhin. Chaque Commissariat avoit, sous les ordres du Directeur, quelques Expéditeurs, Régistrateurs, Calculateurs, Cancellistes, Copistes etc. formant un corps collégial de 10 à 15 personnes. Chaque corps avoit sa caisse de

guerre, à laquelle étoient subordonnées une caisse d'hôpital, une première caisse de magasin et une première caisse de subsistances. Ces caisses fournissoient aux diverses dépenses de l'armée. En outre on avoit encore des caisses spéciales pour la boulangerie militaire et pour les charrois de provisions des colonnes. Elles étoient toutes sous la direction du Commissariat de guerre du corps, et ce Commissariat autorisoit et acceptoit les dépenses. Les Etats étoient fixés par le Collège supérieur de guerre et envoyés aux caisses premières pour leur gouverne. Les caisses subordonnées recevoient de celles-ci les avances dont elles avoient besoin, et leur présentoient leurs comptes sous l'acceptation du Commissariat. Ces comptes qui servoient de pièces justificatives étoient transmis à la caisse militaire générale à Berlin, d'où elles passoient au département des approvisionnemens et enfin à la Chambre supérieure des comptes comme dernière instance, d'où partoient les décharges de comptabilité.

Tout l'ensemble de ce Commissariat formoit un composé très confus. Il ne pouvoit qu'en résulter du désordre et des abus fréquens, surtout puisque l'on prenoit pour Commissaires de vivres et pour Employés des hommes entièrement ineptes, dont la plupart n'étoient propres à aucune sorte d'affaires, n'avoient aucune idée du service, et ne pouvoient suivre un plan d'opérations que son inventeur même eût eu de la peine à exécuter. Cette organisation fit le plus grand mal de l'armée, car aucun Employé isolé n'avoit le

pouvoir d'agir dans la circonstance du moment de la manière la plus convenable, sans s'exposer à la responsabilité. Il falloit pour chaque bagatelle une demande d'instruction et une réponse par écrit, et quelle négligence ne mettoit-on pas à cette correspondance! Nous avons l'exemple d'un Employé de Silésie qui fut obligé de demander ses ordres à Erfurt, auquel il étoit absolument nécessaire que ces ordres parvînssent par le retour du courier, et qui ne reçut aucune réponse. Journellement il se présentoit des cas auxquels on n'avoit point pensé dans la confection de l'instruction publiée; l'irrésolution, le défaut de plein-pouvoir, l'impossibilité d'adopter la chose à la forme prescrite, furent cause que d'ordinaire on ne faisoit rien du tout, ou qu'au moins on choisissoit les moyens les moins convenables. De cette façon les désordres se multiplioient, et il n'étoit pas sans exemple que les Chefs supérieurs qui se chicanoient et se contredisoient réciproquement, eux-mêmes y donnassent lieu.

La qualité des Employés devoit surtout être nuisible à l'armée. Ignorant complètement la marche des affaires auxquelles ils s'engageoient, tous dans le besoin, mal payés, ils n'avoient, d'un sentiment unanime, pris le parti de faire la campagne que pour s'enrichir comme leurs prédécesseurs avoient fait à celle du Rhin.

Un Conseiller du Collège de guerre avoit reçu la charge d'organiser tout le corps des Employés militaires. Un observateur attentif ne pouvoit que déplorer

d'avance le destin de l'armée et craindre une issue malheureuse. Une foule de supplians étoient journellement assemblés devant la porte de cet homme. Ils vouloient tous contribuer à la gloire Prusienne par l'approvisionnement de l'armée. C'étoient des hommes de tous les états: officiers congédiés ou cassés, sous-officiers et soldats invalides, chirurgiens ignorans, banqueroutiers, copistes, laquais, artistes sans pain, compagnons de métiers, friseurs, tailleurs, cabaretiers, maquignons, vivandiers, cuisiniers, fripiers, et enfin ceux qui ne manquent nulle part, Juifs barbus et sans barbe. Chacun de ces supplians étoit d'une lettre de recommandation de quelque homme distingué qu'il avoit su émouvoir en sa faveur. La plupart d'entre eux étoient si indiscrets, et leurs recommandations si pressantes que le pauvre Conseiller se trouvoit dans de très-grands embarras lorsqu'il remarquoit que plusieurs de ces supplians ne se qualifioient point du tout pour répondre aux recommandations qui leur avoient été données. Lui-même étoit parvenu par les connexions qu'il avoit eues, et ne pouvoit se refuser à quelques-unes de ces recommandations, en dépit de l'incapacité des sujets. La responsabilité où il se mettoit, rélativement à ce personnel des Employés, ne tarda pas à l'inquiéter; et il en eut même du chagrin dans la suite.

De cette manière l'acceptation des Employés s'étoit faite, presque sans aucun choix, c'étoit un tirage de lotterie, 50 billets blancs contre un gagnant. Et quoi-

que les individus de ce corps ne fûssent pas tous devenus suspects d'infidélité et de fraude, il n'y en avoit aucun dont la capacité répondit dans la suite à ce qu'exigeoient de lui les fonctions qui lui étoient confiées.

Ils furent bientôt assermentés, (on auroit pu se passer de cette peine) munis de leur modique solde qu'ils dépensèrent à Berlin pour leur uniforme, et se rendirent par diverses routes à leur destination. A pied, à cheval, par poste ils quittèrent la capitale et ne tardèrent pas à faire usage de leurs patentes pour prendre des logemens et se faire donner du fourage. Quelques-uns même excroquèrent des avances en argent, ou bien se firent donner à plus d'un endroit du fourage pour le revendre. D'autres contraignirent les gens de la campagne à leur donner des chevaux de relais.

Un détachement considérable de ces Employés fut dirigé sur la Prusse méridionale. Ils demeurèrent quelques tems à Kalisch dans l'inaction. Les Employés de la Chambre et des cercles de ce pays-là avoient déjà formé des magasins, fournissoient eux-mêmes à l'approvisionnement des troupes, et, par des raisons aisées à deviner, ils ne voulurent pas les remettre aux nouveaux Employés, surtout puisqu'ils attendoient le passage des Russes et que les Garde-magasins ne se soucioient pas d'abandonner l'espérance d'une riche moisson. Aussi ne furent-ils pas trompés dans leur attente; les propriétaires fonciers gémirent sous l'oppression des livraisons qu'on leur imposa, et furent

contraints de livrer autant de *quarterons de Pologne*, mesure comble qu'on avoit requis de *Scheffels de Berlin*. Mr. de T —y gentilhomme très pauvre de Klein Kl. se plaignit à moi de ce qu'ayant reçu ordre de livrer à S...z 16 Scheffel de Berlin de farine, il en avoit envoyé 21 quarterons de Pologne et n'avoit reçu de quittance que sur 12 Scheffel. Un Magasinier de K. vendit à un Aubergiste 200 Scheffel d'avoine. Les Russes prenoient du magasin le fourage prescrit, le revendoient sur le champ au magasinier, et alloient fourager de force chez le paysan.

Toute cette récolte fut perdue pour nos Employés. Ils demeurèrent 15 jours à Kalisch, ne faisant rien, sans aucuns moyens, dans un tems de cherté; et encore ne purent-ils pas résister aux jouissances brutes de la boisson et des jeux de hazard. Ils furent enfin obligés d'avoir recours aux expédiens de vendre leurs effects et de faire des dettes.

La situation politique des affaires ayant changé de face, ils furent enfin rappelés de leur exil, et dirigés sur Erfurt. Aucun d'eux n'étoit en état de faire à ses fraix un aussi long voyage; la plupart étoient endettés et tâchèrent de sortir avec adresse de la ville. Autant qu'il fut possible, on chargea le personnel sur des fourgons de caisses qui étoient vides; sur la route d'Erfurt il se passa quelques avantures tragi-comiques, et il se commit même des excès.

Arrivés à Erfurt, on les répandit dans les contrées voisines, où ils devoient pourvoir les magasins

et les boulangeries. L'armée étoit dans un parfait repos, de sorte que l'approvisionnement put se faire dans le plus bel ordre et selon toutes les formes requises. Et cependant il y eut bientôt des recherches, des arrêts, des *déficit*. Il fallut casser et chasser sans pouvoir obvier à la multitude des gestations frauduleuses. Le Roi lui-même fut instruit de ces abus; la régence Electorale de Saxe lui adressa directement des plaintes sur les vexations qu'on faisoit souffrir aux payeans. Il ordonna que les coupables fûssent sévèrement punis.

Les boulangeries étoient oisives et ne fournissoient que des maraudeurs. On cuisoit dans les villes le pain destiné à l'armée. Les maîtres et premiers-maîtres boulangers qui n'avoient que 10 à 15 Risd. d'appointemens par mois sur le pied de guerre, se dédommagèrent en présentant de fausses données de leur personnel pour empocher les salaires. Les officiers du train troquoient et retroquoient des chevaux; ils se procuroient des certificats du bourreau, pour mettre en perte des chevaux vendus, et n'annonçoient qu'après la date réelle du jour où ils étoient morts de faim ceux qui n'existoient plus afin d'en percevoir plus longtems les rations. Les artisans étoient contraints de s'exercer à dresser des comptes selon la nouvelle forme, pour des ouvrages qui n'avoient pas été faits, dont on encaissoit le montant et que l'on se partageoit, tandis que les chariots, les harnois, les ustensiles de boulangerie restoient dans le même état

de délabrement où le magasin de train les avoit livrés. On faisoit des prétensions immodérées pour l'oing des essieux, les licous, les chandelles d'écurie. On fit des comptes frauduleux pour des remèdes donnés aux chevaux; des apothicaires même se prêtèrent à ce manège, tandis qu'il ne s'agissoit que de maladies foibles qui pouvoient être traitées à peu de fraix. Les chirurgiens de train, soudoyés de même à devoir mourir de faim, ne se contentoient pas des six fenins d'argent de remèdes qu'on leur donnoit pour chaque valet de troupes; ils suivirent les exemples dont ils étoient témoins et passèrent en liquidation des remèdes qui n'avoient jamais été prescrits, ni administrés. Il falloit bien leur permettre cette fourberie, puisqu'on avoit besoin d'eux, non, à la vérité, pour des cures, mais pour des écritures de comptes supposés *).

Ainsi les forces du pays étoient prodiguées par des administrateurs infidelles, pendant qu'on veilloit avec anxiété à se conformer à la règle prescrite pour le détail des opérations. Les magasins ne s'administroient pas avec plus de probité. On faisoit de grands comptes pour les transports, les ouvrages à journée et les ustensiles,

*) On dit que dans la campagne du Rhin, les chirurgiens se servirent d'un moyen plus artificieux. Ils consommoient pour la guérison des plaies, une quantité prodigieuse de *pierre infernale*. Cette énorme quantité ayant reveillé l'attention des préposés, il se trouva qu'au lieu de l'appliquer aux plaies, ils la soumettoient à des operations chimiques qui reviviñoient l'argent dont on s'étoit servi dans sa composition. *Rem. du Trad.*

et l'on dépensoit peu. Lors de la réception des subsistances on vexoit les paysans rélativement à la mesure, ou bien on les faisoit attendre jusqu'à ce qu'ils offrîssent des présens considérables pour être expédiés.

L'inaction où étoit l'armée devoit donner lieu à de grandes économies, mais une administration pareille faisoit disparoître les fruits de l'économie par la fraude et les menées secrètes. Tous les Employés d'approvisionnement se régloient d'après l'Etat et mettoient les épargnes en poche. La confusion et le désordre étoient montés au plus haut degré.

Un train et une boulangerie de cinq fours étoient restés dans la Prusse méridionale. On les y laissa un mois entier exposés à l'avidité des Inspecteurs jusqu'à ce qu'on prit la résolution de les diriger vers le Corps d'armée de Gr. en Silésie. Un autre train et un régiment de cavalerie arrivèrent dans une ville aux environs de la Saale et demandèrent du fourage qu'on leur refusa au magasin Prussien parceque ce train et ce régiment n'étoient pas portés sur le rôle de désignation pour les approvisionnemens que ce magasin devoit livrer *). Un transport de numéraire, envoyé de Berlin à G. ne fut pas accepté par la caisse qui s'y trouvoit, parcequ'elle n'avoit pas reçu d'ordre de le recevoir. Des régimens entiers ignoroient souvent à quel corps ils appartenoient, tant les ordres qu'on leur donnoit étoient contradictoires. La même confusion avoit

*) Et aussi parceque les provisions emmagasinées ne suffisoient pas.

lieu pour des caisses premières qui souvent ne recevoient point d'Etat qui leur servît de gouverne, et souvent, lorsque les corps qui venoient y puiser leurs subsistances augmentoient ou diminuoient, ne savoient plus qui étoit en droit de recourir à elles *). Tout ce désordre partoit dans l'origine du Collège de guerre, et étoit entretenu par les collisions qui s'élévoient entre l'Etat Major, le Collège de guerre et l'Intendance, et qui n'étoient que la suite de haines et de jalousies personnelles des individus qui composoient ces Corps.

Que devoit-on présumer d'une campagne avant l'ouverture de laquelle il y avoit déjà lieu à des désordres pareils qui ne pouvoient qu'ôter à l'armée la confiance avec laquelle elle devoit agir, et la livrer au découragement? Cette campagne se termina sans hostilités, et au printems l'armée revint occuper ses garnisons.

Les principautés de Saxe et quelques provinces voisines avoient supporté la charge des logemens militaires et des livraisons de fourage sans indemnisation. Elles avoient fourni volontairement et avec générosité tout ce qu'on demandoit d'elles, sans pouvoir espérer davantage pour leur sûreté future, car la situation de l'Allemagne étoit encore devenue plus inquiétante après la retraite des Prussiens. L'armée Prussienne avoit fait beaucoup de pertes, elle étoit mécontente de n'en être pas venue aux mains avec l'ennemi.

Toute la troupe des Employés revint aussi dans son

*) C'est ce qui arriva avec la caisse militaire du corps de Gr.

ancienne sphère, douloureusement affectée d'avoir manqué l'occasion de faire fortune. Tous gémissoient de leurs pertes, personne n'avoit fait de gain. La plupart avoient abandonné leurs moyens ordinaires de subsistance, dans la persuasion que la guerre les mettroit en état de vivre indépendans et sans travail. Ils faisoient des imprécations contre le Roi de ce qu'il n'avoit pas réellement fait la guerre, ils se plaignoient amèrement *de ce qu'il n'y avoit rien à gagner*, et mirent tant de délais dans l'exhibition des comptes qu'il fallut les y contraindre et leur imposer les termes les plus courts pour satisfaire à leur devoir.

Il y eut cependant des exceptions au désordre. Le Commissariat du corps d'armée de *Gravert* en Silésie, organisé d'après les arrangemens du Ministre de Hoym, et sous la direction du Conseiller privé, Comte de Schack, se distingua par la solidité des membres qui le composoient. On les avoit choisis parmi les Employés de la Chambre de Breslau et de Glogau sans intervention de personnes étrangères, et sans qu'aucune protection influât sur le choix. Tous les autres supplians furent éconduits. On eut soin de ceux qu'on avoit mis en place. L'habitude de leurs anciens emplois leur inspiroit un sentiment d'honneur, et ils retournèrent à leurs anciens postes à la fin de la campagne.

Les Commissariats reçurent l'ordre de clorre leurs comptes, de les envoyer au département d'approvisionnement et de se dissoudre. Le département mit beaucoup de travail à redresser le chaos du désordre,

à rechercher les abus, et à présenter au Roi le résultat des dépenses. On fit parvenir à la Chambre supérieure des comptes des ballots de papiers pour la dernière révision, afin de lui donner de l'ouvrage pour une couple d'années, et de terminer toute cette expédition militaire en déposant à la régistrature les seules preuves existentes de l'irrésolution et du défaut de plan avec lequel elle avoit été commencée, ainsi que de la manière infructueuse dont on la termina.

Les vrais patriotes, les patriotes sensés qui avoient observé cette confusion, et qui ne pouvoient rien en prévoir que de sinistre, furent très contens de voir cet orage si heureusement passé, et l'Etat échappant à une guerre qui, rélativement au défaut de sagesse de son ordonnance, ne permettoit pas d'espérer de succès.

Les officiers du train se joignirent avec leurs chevaux affamés à la retraite lente de l'armée. Ils s'étoient admirablement bien pourvus, et terminèrent leur moisson par une vente de chevaux à l'enchère, où ils échangèrent les meilleurs chevaux contre d'autres très mauvais, et firent coucher au procès-verbal pour 3 à 6 Risd. ceux dont ils avoient tiré en secret 40 à 50 Risd. Ce ne fut qu'en Silésie que de pareilles malversations ne purent avoir lieu, ou au moins que fort rarement. Hoym prit à coeur les intérêts du Roi et fit procéder aux ventes par des députations de la Chambre. Je vis un jour saisir trois chevaux que l'on ramena à Schweidnitz. Le Lieutenant de Tr. officier du train chercha en

vain des prétextes, on ne rendit pas les chevaux. Il est évident qu'il vouloit en faire une vente clandestine; mais le département de la Chambre les arrêta.

Sous le digne Ministre de Hoym, la Silésie donna partout l'exemple de l'ordre et de la sagesse. Dans cette province seule on eut la satisfaction de vendre les chevaux de bataillons, de trains et d'artillerie pour des prix raisonnables *), tandis que dans le reste du pays on les abandonnoit presque gratuitement.

1806.

L'armée retourna, à la vérité, en arrière; mais une partie en demeura mobile dans les garnisons ou se rendit en Poméranie. On y fit des recherches contre un officier du train, le Major de St. Elles se terminèrent par la cassation et la forteresse.

On avoit la paix, mais la joie qu'on éprouva fut de courte durée. Les hommes les plus expérimentés de l'Etat craignoient que l'incendie ne fût pas éteint. Le soupçon qu'ils avoient que la flamme couvoit sous la cendre ne tarda pas à se réaliser. Tandis qu'on étoit encore occupé à effacer les traces de la guerre, un nouveau cri d'allarme se fit entendre; un nouveau sentiment de terreur gagna les esprits, et la Prusse fut rappellée au combat.

Dès la première explosion, on remarqua un vacillement qui ne pouvoit avoir des suites heureuses Quel-

*) Le bataillon des Grenadiers de Hahn à Breslau obtint à la vente de ses chevaux quelques centaines d'écus de plus que n'avoient fait les prix de livraison.

ques régimens reçurent l'ordre de marcher, et le contre-ordre de rester en place. D'autres avoient déjà fait quelques journées et revinrent dans leurs garnisons. On traitoit cette procédure *de mystère;* mais il n'y avoit dans la réalité d'autre mystère dans tous ces arrangemens que l'impossibilité où on étoit d'en deviner le but. Rien n'étoit secret dans ces opérations, et bien moins encore pour la France.

Les fautes sans nombre d'une campagne qui venoit à peine de se terminer, et dont la recherche occupoit encore, étoient si récentes qu'il sembloit qu'on eût dû espérer pour cette fois une meilleure organisation. Mais les sources d'inquiétude se multiplioient. Les semestriers arrivoient avec tant de lenteur, surtout à Berlin *), qu'au bout de trois semaines ils n'étoient pas encore réunis. On commença à douter que l'affaire fût sérieuse. La livraison des chevaux, l'arrivée des valets de troupes, toute la mobilisation de l'armée, à laquelle des contradictions continuelles mettoient des entraves, portoient le même caractère de lenteur. S'étoit-on formé le plan d'agir d'une manière aussi équivoque? Mettoit-on assez de confiance au génie de Lucchesini pour supposer que tout notre armement seroit inutile, ou croyoit-on peut-être, que la menace seule de mettre une armée sur pied termineroit la quérelle? Que les François auroient la discrétion de nous attendre avec patience et sans tirer avantage de nôtre

*) Quelques régimens allèrent jusqu'à leur permettre de retourner dans leurs cantons.

lenteur? Tout cela est inexplicable, et il ne nous reste que le triste souvenir de la réalité des fautes qui ont été commises et de leurs suites fâcheuses. On publia plusieurs nouvelles d'améliorations qu'on avoit introduites dans l'armée. On disoit que le nombre des chevaux de bagage des officiers devoit éprouver une diminution sensible; il fut interdit aux femmes d'officiers et de soldats de suivre l'armée. On ne rétablit point dans leurs postes plusieurs des Employés qui, dans la dernière campagne, avoient mal administré. Le patriotisme nourrissoit et vivifioit nos espérances.

On eût pu comparer la marche des troupes Silésiennes, tantôt à un convoi funèbre, tantôt à un pari pour la course, selon que les ordres multipliés qu'on leur donnoit se contredisoient les uns les autres. Il y eut des points de station à Loewenberg, Bautzen et Dresde. Dans cette dernière ville, les officiers de la cavalerie Prussienne firent journellement parade de bravoure par leurs courses à cheval et en voiture, par la boisson, le jeu etc. Les Saxons plus simples regardoient ces Hercules avec extase et peu s'en fallut qu'ils ne prissent vis-à-vis d'eux une contenance d'écoliers.

En Silésie, les paysans et les gentilshommes, les fermiers et les propriétaires maudissoient les livraisons et les passages de troupes. L'armée ne fut pas trop bien reçue ni servie dans les quartiers qu'elle se trouva obligée de prendre. Le fardeau paroissoit impossible à soutenir, et l'on ne se modéra point dans les expressions par lesquelles on en portoit des plaintes.

On étoit mieux en Saxe. Le paysan y est plus poli, il fait cas du soldat Prussien, et les approvisionnemens, à peu d'exceptions près, répondirent aux espérances de l'armée. Ils étoient organisés par étapes, et partout où il y a des marches de troupes, c'est la meilleure méthode de les approvisionner, lors surtout que réellement les vivres à requérir existent. Le soldat recevoit à chaque étape 2 livre de pain, $\frac{1}{2}$ livre de viande et 2 mesures de bierre, et quoique plusieurs districts de la Saxe n'eûssent pas même encore reçu le payement des vivres qui avoient été fournis au dernier passage, on donnoit les portions requises avec largesse, et l'on y ajoutoit encore des légumes et de l'eau de vie. L'approvisionnement par le Commissariat ne devoit avoir lieu que là où l'armée se concentreroit et où elle prendroit une position. Mais elle se concentra malheureusement avant que les provisions fûssent arrivées, car après beaucoup de marches irrésolues et sans but, elle fut contrainte d'avancer tout à coup avec rapidité, et les subsistances ne purent point la suivre. Et lorsqu'enfin les mouvemens de l'ennemi l'obligèrent à changer subitement de position, et à faire des marches forcées, la privation totale des vivres fut inévitable. La crainte, l'irrésolution, la conviction certaine qu'il en faudroit venir dans peu à une bataille, l'observation tardive que les circonstances n'étoient pas des plus favorables, tout cela porta à la fois un tel désordre dans l'ensemble, que chaque partie isolée dut en souffrir. Un ordre contredisoit l'autre; les Généraux Comman-

dans n'instruisoient les Intendans de leurs corps, ni du tems précis, ni de la direction de leurs marches, de sorte que ceux-ci ne pouvoient prendre les arrangemens nécessaires. Les mesures qu'on avoit prises et sur lesquelles on avoit répandu jusques-là tant de mystères pouvoient avoir été celles d'un plan dicté par la sagesse; mais on ne s'étoit pas prémuni contre tout ce qui pouvoit les traverser; *on avoit compté sans son hôte.*

Ainsi les mauvais arrangemens que l'on prit pour approvisionner l'armée sont une des causes des malheurs qu'elle a éprouvés. Je rapporterai quelques traits qui prouveront ce que je viens d'avancer.

Tandis que les troupes marchoient avec lenteur et faisoient des haltes très fréquentes, tandis que leur approvisionnement par étapes ruinoit le paysan, on ne faisoit aucun préparatif pour qu'elles trouvâssent des vivres aux lieux présumables de leur destination. Au lieu de précéder l'armée, les Employés pour les subsistances la suivoient avec lenteur. On entassoit les écritures, on s'exerçoit à la forme qui avoit été prescrite, et au lieu de remplir les magasins, on remplissoit les régistratures. Ce ne fut que le 6 Octobre que l'on dressa à Jéna un contract pour les vivres, qui devoient être livrés par un Juif que l'on avoit établi Commissaire pour les subsistances. Les objets étoient multipliés et les quantités considérables. Il falloit fournir de la viande, du lard, du beurre, du riz, du gruaut, des pois, des fruits secs, du tabac etc. Tous ces objets étoient d'un grand rapport pour l'esprit de

spéculation du Juif. Il est à remarquer qu'on lui ôta la fourniture d'un seul objet, du *sel*. Cet ingrédient de modique valeur ne devoit point adjouter à son gain, on prétendoit pouvoir le tirer immédiatement des salines de Saxe. On assigna pour local de ces livraisons dont une armée affamée avoit grand besoin, un circuit de dix milles autour d'Erfurt, et ces livraisons devoient se faire successivement avec toute la promptitude possible. L'affaire n'en étoit encore venue qu'à ce point que le Juif devoit accuser ses prétensions. Ainsi, le 6 Octobre, où il falloit déjà mettre toute l'armée en mouvement, pour s'opposer à l'ennemi, on s'occupoit encore du soin de procurer les subsistances, et — l'on étoit si sûr de la réussite que le local des livraisons fut assigné sur la première ligne présumable des opérations militaires. Il est probable que ce contract n'a jamais été réalisé, car avant de pouvoir l'expédier, le mettre au net et le confirmer, le sort de l'armée entre la Saale et l'Elbe étoit vraisemblablement décidé.

On avoit placé une boulangerie militaire aux portes de Jéna. A peine les fours furent-ils chauds, ou tout au plus à peine y eût-on cuit deux cens pains, que l'affaire malheureuse de Schleitz obligea de la transporter en toute hâte à Weimar, en abandonnant la provision de farine, de pain et de pâte qui avoit eté préparée.

Aussi longtems que les troupes furent approvisionnées par étapes, il étoit inutile de trainer avec soi des

provisions de pain; cependant on le fit. Plusieurs régimens, bataillons et trains d'artillerie, menoient du pain avec eux pour neuf jours, tourmentoient les chevaux inutilement, et laissoient tellement moisir le pain qu'ils recevoient des boulangeries Saxonnes et des campagnards, qu'il falloit le jeter. La prodigalité et le superflu accompagnoit les marches, et le besoin étoit dans les cantonnemens.

Les nombreuses et pesantes boulangeries, qui demandent une si grande dépense, et sont d'une si modique utilité, devoient aller en avant de l'armée pour lui préparer des subsistances, et demeurer en arrière des lignes lorsque la guerre auroit commencé. Mais on ne les mit en mouvement, que dans le tems où l'armée fut en marche; elles suivirent alors avec lenteur ou demeurèrent sans activité, tandis que les villes et les villages fournissoient du pain à l'armée.

Aux journées décisives pour le malheur de la Prusse, quelques détachemens de boulangeries étoient encore en marche et n'avoient rien fait. D'autres étoient avec les premières lignes. Il y avoit, p. ex. 13 fours aux portes de Weimar, et l'on vouloit en établir 11 à Diefurth sur l'Ilme. Le camp ne fut dressé dans cet endroit que le 13 Octobre, après qu'on eût couru de côté et d'autre, deux jours et trois nuits avec inquiétude et sans recevoir aucun ordre déterminé. Le 14 à midi, 7 fours étoient remplis de pain, quelques centaines de pain exhaloient leur vapeur dans les tentes, et les détachemens qui arrivoient avant que les four-

nées fûssent cuites portoient un oeil avide sur ce qui devoit appaiser leur faim. Ils arrivoient toujours en plus grand nombre, et l'on ne savoit par qui commencer. Hélas! peut-être personne n'aura-t-il pu être satisfait, car le bruit du canon approchoit toujours de plus près et les boulangers ne voulurent plus continuer l'ouvrage. On distinguoit déjà le feu de la mousqueterie, la proximité du combat étoit incontestable; tout le monde étoit terrassé. Ces contrées magnifiques étoient toutes couvertes de bagage, entremêlé de troupes isolées de cavalerie et d'infanterie qui se retiroient à Weimar. Une multitude de blessés traversèrent les boulangeries de Diefurth et Weimar. Ils apportoient tous des nouvelles tragiques. Cependant les directeurs du train avoient reçu ordre de ne se mettre en peine d'aucun rapport, et de continuer tranquillement la cuisson du pain. On la continua aussi, quoique ce ne fût pas avec la tranquillité prescrite. De tems en tems on apportoit des nouvelles de Weimar où étoit le quartier-général. On venoit annoncer que tout alloit bien au champ de bataille. Lorsqu'enfin, sans en avoir reçu l'ordre, et comme involontairement, chacun eût fait des préparatifs pour la fuite, un courier vint apporter la nouvelle officielle que les François étoient battus, et que nous étions victorieux sur tous les points. Les boulangers et les valets reçurent de l'eau de vie, et l'ordre de pousser des cris de joie. Deux colonnes de farine que par précaution on avoit envoyé d'avance par Weimar à Erfurt, reçurent ordre de re-

venir sur leurs pas; mais les chevaux, abattus de fatigue, ne purent les ramener Cette joie de la victoire ne dura pas longtems; la fumée de la poudre troubla bientôt la séréuité de ce beau jour. On distinguoit toujours mieux le feu de la mousqueterie et des pistolets, on entendoit le sifflement effroyable des boulets de canon, et comme un coup électrique, un même saisissement s'empara de tous; un même cri se fit entendre: „nous sommes perdus! sauve qui peut! On abandonna tout; plusieurs boulangers oublièrent même leurs valises; tout, sans exception, tout ce qui n'étoit point sur les chariots resta en place; à Weimar 13 fours remplis de pain, à Diefurth 7, et tout le campement de boulangerie avec ses appartenances! C'étoit donc pour les prendre en quelque sorte avec les troupes en bataille, le jour du combat, que depuis longtems et à de si grands fraix, ces trains suivoient l'armée avec lenteur. Depuis quand cuit-on des pains presque sur les devants de l'armée, pendant qu'on en est aux mains. Est-il concevable que l'on ait si peu de soin de la sûreté des subsistances, dans les jours les plus périlleux, que lorsque l'armée est battue par l'ennemi, elle soit encore exposée à mourir de faim? J'aurai encore quelques articles à vous marquer, rélativement à la retraite.

1806.

La retraite est à Erfurt! Ce fut le cri général dans ce moment de terreur. On s'y seroit rendu, même sans ordre; ou plutôt l'on ne savoit où on couroit. L'un

suivoit toujours l'autre, et la foule se pressoit, par intervalles, de telle manière, que l'on ne sauroit en faire le tableau. Auerstaedt, un village voisin et un moulin à vent étoient en flammes. Des torrens d'une fumée épaisse s'élevoient vers le ciel; le tonnerre de l'artillerie grondoit sans interruption; les blessés, en grand nombre, couverts de sang et de poudre, estropiés et d'un aspect effroyable, étoient portés ou menés hors du champ de bataille; souvent, étendus par terre le long de la grande route, ils restoient abandonnés à l'ennemi qui avançoit; ils tomboient sans force tandis qu'au de-là de Weimar les François victorieux marchoient à grands pas! — La scène étoit affreuse, et l'on fuyoit avec précipitation.

Les légions craintives et en pleine course voyoient sans compassion leurs camarades mutilés étendus sur les chemins; il n'y avoit point de larmes qui pûssent les attendrir; on leur refusoit tout secours. Cet aspect, au lieu d'animer les soldats à la vengeance, les faisoit fuir plus rapidement. — Je plains le peu de braves qui se trouvèrent entrainés dans ce torrent. La masse des lâches les étouffoit.

Il entroit autrefois dans l'alphabet de la science militaire, de mettre le bagage en sûreté aux approches de l'ennemi. Cette fois le bagage étoit immédiatement derrière l'armée, et en gênoit tous les mouvemens. La faute étoit faite, et il ne s'agissoit que de sauver tout ce qu'il étoit possible de soustraire au vainqueur. Combien de richesses de l'Etat, combien de propriétés par-

ticulières dans cette masse qui couvroit le terrain depuis Weimar jusqu'à Erfurt! Cette énorme perte eût bien pu réveiller l'attention à garantir des richesses pareilles, et à écarter dès le premier danger les chariots de bagage et de munition. L'Ettersberg près de Weimar offroit un poste avantageux, où l'on pouvoit se défendre au moins pendant deux heures et favoriser la retraite d'une grande partie du parc. Mais, au lieu de prendre cette précaution, les voitures furent obligées de faire halte et de s'ouvrir chaque fois qu'il arrivoit au trot un détachement de cavalerie en fuite. „Hors d'ici les voitures! écartez les chevaux de bagage!" c'étoit le cri universel; et l'on poussoit la bravoure jusqu'à frapper impitoyablement les valets de train. Ces mesures firent passer les troupes en avant, et le bagage devint le butin de l'ennemi.

Il y a incontestablement dans la guerre des cas où il faut abandonner un parc de voitures pour conserver de plus grands avantages, mais ce n'étoit pas dans ce moment où il ne s'agissoit d'autre chose que de tâcher de sauver ces munitions, et pouvoit-on atteindre ce but plus aisément qu'en arrêtant l'ennemi une couple d'heures? J'ignore si l'on a cru obtenir de plus grands avantages par la rapidité d'une fuite insensée; mais quels en ont été les effets? L'armée ne s'est pas même ralliée à l'Elbe pour défendre ce fleuve important. On demeurera toujours responsable de cette faute. Rélativement au bagage, on vit dans la réalité la vérité de cette maxime: quand on a perdu l'honneur, tout est perdu.

La nuit vint augmenter la terreur. Les chevaux et les voitures se renversoient et s'écrasoient réciproquement; on se distribuoit mutuellement des coups et des ordres. La subordination étoit restée avec la gloire sur le champ de bataille. Personne ne commandoit, personne ne cherchoit à rétablir l'ordre dans ce colosse de confusion; tout le monde raisonnoit et s'emportoit. L'air retentissoit au loin et de près des cris des fuyards. Les villages abandonnés devinrent la proie du soldat qui, désespéré de son sort se permettoit tous les excès, et dont la faim justifioit toutes les rapines. Les blessés se jetoient dans les cabanes dépourvues d'habitans; ils avoient perdu tout sentiment, et dans une entière indifférence sur eux-mêmes, ils attendoient les événemens. Tous s'apperçurent qu'il n'existoit plus aucun ordre; on ne retrouvoit plus dans l'armée ce soin si connu des blessés, et on abandonnoit ceux-ci à ce que le sort en ordonneroit. Il n'y avoit ni hôpital ambulant, ni chirurgien, ni voiture pour transporter les malades.

Le 13 Octobre devoit être établi un hôpital à Apolda. On vouloit y adapter la maison des arquebusiers; mais il ne s'y trouvoit encore ni portes, ni fenêtres, ni poëles; tout devoit être préalablement livré avec une lenteur provinciale, tandis que les malades et les chirurgiens n'avoient point de logement. Qu'en arriva-t-il le 14 Octobre? Où resta tout ce qui devoit être fourni?

La route entière depuis Auerstaedt jusqu'à Wei-

mar, Erfurt, Langensalza, jusqu'à Nordhausen et au Harz étoit couverte de bagage qu'on avoit jeté. Le traitement qu'on fait éprouver aux valets de train ne pouvoit pas leur inspirer beaucoup d'attachement pour leurs officiers; aussi leur importoit-il peu que le bagage fût sauvé ou non. Ils le jetoient en plain champ, se faisoient peut-être encore leur part et fuyoient avec les chevaux non chargés. De cette sorte, la route entre Weimar et Erfurt étoit tellement parsemée de pièces d'équipages que l'on ne pouvoit avancer. Des fourgons de régistrature, d'armes et de caisses étoient renversés et les actes voloient au gré du vent. Dans ce moment il se fit des clôtures de comptes qui eûssent peut-être longtems rompu la tête à la Chambre et à bien des calculateurs.

La quantité et la nature du bagage servit aussi de preuve au soin que les officiers avoient mis à se procurer toutes les aisances possibles. Services à thé et à café, plats de ménage et cantines, rien n'étoit oublié dans le fardeau auquel de misérables chevaux succomboient. J'avertis un certain Seigneur que l'on a trouvé un étui de maroquin marqué à ses armes avec des préservatifs que je ne nomme point, et quelques ouvrages ornés de taille-douces ravissantes. Tous les équipages étoient si complets dans leurs détails qu'on eût dit que la guerre se faisoit dans une île déserte. Beaucoup d'objets même n'étoient pas du ressort d'un équipage de guerre, tels que des arbres de généalogie, des pactes de famille, des séries de patentes depuis le grade

d'Enseigne jusqu'à celui de Colonel, des correspondances particulières, des billets de lotterie. Tandis que ce superflu couvroit les champs, et que cette perte réduisoit l'officier Prussien à l'indigence, l'officier François, son sac sur le dos, traversoit la plaine de la victoire, et poursuivoit l'ennemi.

La conduite de quelques Employés militaires et de quelques officiers auxquels on avoit confié des caisses et des effets de prix est impardonnable. Ils les jetoient ou les abandonnoient aux maraudeurs. Pendant la retraite, un détachement de cavalerie trouva dans la forêt quatre barils remplis d'argent. L'officier apporta cet argent jusqu'à Magdebourg, et la récompense de son zèle fut d'être reçu avec la mauvaise humeur qui s'étoit emparée de tout le monde. On dit que *l'adversité forme les hommes;* cette règle n'est point sans exception. A la vue des officiers Prussiens lors de la retraite, on eut lieu de faire des observations intéressantes et caractéristiques. Les officiers de mérite dont la bravoure avoit succombé sous le désordre revenoient avec douleur, le regard soucieux, enfoncés dans leurs réflexions, tranquilles et modestes, du champ où ils avoient combattu en vain. Ils ne tomboient à charge à personne, payoient leurs besoins de leur dernière obole, ou se privoient du nécessaire. Ils se hâtoient, là où il étoit possible, de ramener l'ordre dans ce chaos, et de rallier les troupes dispersées. La plupart avoient les habits percés de balles et déchirés; eux-mêmes étoient blessés; mais ils n'y

faisoient point attention et n'avoient le coeur brisé que des malheurs de la patrie. Tels furent les dignes Capitaines de Br. du régiment d'infanterie de W — n, et de L — w du régiment d'infanterie de M — f, dont la carrière pénible les avoit enfin fait parvenir à une amélioration que la guerre aura totalement anéantie.

D'autres se donnoient une peine incroyable pour prévenir au moins les suites du désastre; ils se sacrifioient avec courage, mais ils ne purent rien opérer. Une grande partie d'entr'eux manifestoit une lâcheté révoltante, surtout quelques vieillards amis de l'aisance, pour lesquels la perte de leur compagnie étoit un coup de foudre, qui avoient encore à craindre celle de leurs biens, de leurs caves et des dépôts qu'ils avoient dans lès chambres de munitions, et dont *l'existence de parade* à la place d'exercice, où il est si facile de donner une haute opinion de soi, venoit de subir une si étrange métamorphose. Ils étoient anéantis, et dans leur angoisse ils se donnoient souvent en risée par la déférence qu'ils témoignoient aux soldats François, qui même, ne comprenant point leur langue, ne savoient quel usage faire de ces complimens. D'un autre côté, fidelles à tous les caractères de la lâcheté, ils redoubloient de grossièreté envers leurs subordonnés, et partout où les amenoit la retraite, ils jouoient l'ennemi, pour préparer en quelque sorte les habitans à la réception de l'ennemi véritable.

Les jeunes forcenés, les fléaux du pays, qui, dans

leurs garnisons, n'avoient d'égard pour personne, et ne respectoient aucune loi, qui ne savoient pas honorer leur état même, conservèrent complètement leur caractère, se rendant ridicules par toutes sortes de forfanteries, persiflant leur propre honte, jurant contre leurs chefs, et parlant avec mépris des vainqueurs. Ils mettoient au jour toute leur ignorance, et se rendoient méprisables par les procédés les plus communs. Leur fierté imposante ne les abandonna pas. Tout ce qu'ils faisoient étoit *au nom de l'honneur*. Ils se livroient aux excès de la joie et continuoient à fuir.

L'état effroyable de cette masse en fuite et reserré par l'obscurité de la nuit dans une moindre étendue devint plus terrible encore lorsqu'à la sortie d'un village deux caissons d'artillerie versèrent dans un chemin creux. Ici la foule entière fut arrêtée, il s'éleva un cri sauvage entremêlé d'insultes et d'imprécations, mais on n'avançoit point. Des légions entières d'infanterie dispersée grimpoient à droite et à gauche des caissons renversés, et s'enfonçoient dans les marais; les valets et les chevaux furent abîmés de coups; les grosses voitures de la Généralité et des Officiers de l'Etat Major, jalouses de leur rang, forçoient le passage. Leurs propriétaires qui n'avoient pu maintenir leur place dans la bataille, prétendoient au moins la conserver dans la retraite. Cet engorgement arrêtoit entièrement la marche, et l'angoisse faisoit des progrès; car on voyoit déjà d'assez près les feux des bivouacs François et l'on entendoit leurs cris et leurs

chants de victoire. Ce spectacle donna des ailes aux cavaliers et aux piétons; les voitures seules restoient arrêtées, et ceux qui les occupoient demeuroient sans secours. Si les François avoient pu se faire une idée de notre fuite, ils en eûssent indubitablement tiré profit, et deux cens chasseurs eûssent suffi pour s'emparer de tout ce qui étoit entre Weimar et Erfurt. Au bout de quelques heures enfin, le chemin creux se trouva libre, et la marche recommença comme un convoi funèbre par dessus les hommes et les chevaux morts et le bagage. Cependant il fallut que plusieurs voitures fissent halte, les chevaux étant absolument hors d'état d'avancer, et quoique l'ennemi menaçat d'attaquer à chaque instant, il fallut fourager. Cette opération faite, on continua la route; et toute la troupe anéantie par la faim et la soif eut la consolation d'arriver à Erfurt au point du jour.

La pomme de discorde des Nations

ou

Qu'est-ce qui a fait naître, et qui entretient la guerre entre les Anglois et les François? et qu'est-ce qui peut en amener la fin?

Le terrible Mars secoue son sceptre et répand la terreur. On entend au loin le frémissement de la dou-

leur et les imprécations du désespoir. La faux redoutable de la mort moissonne cruellement la jouissance, l'espérance et la vie.

Presque toutes les parties du monde participent, directement ou indirectement, à cette lutte, ou seront appellées à y participer.

Les peuples de l'Europe et de l'Asie avancent au combat, et successivement se joignent à eux des sujets ou des soudoyés des combattans, tirés des trois autres parties de la terre.

D'entre les Européens les Autrichiens et les Danois jouissent encore seuls de la paix et ne sont point en action. Qui nous garantira l'avenir?

Les habitans du Dannemarc contemplent cet avenir avec inquiétude, car les armées sont à leurs frontières. Les troupes Autrichiennes se rassemblent. Est-ce pour maintenir la neutralité, ou pour engager le combat? Qui pourra nous annoncer avec certitude les événemens du mois prochain?

La querelle sera alors générale et les chaines de la discorde envelopperont toutes les nations. De l'Occident à l'Orient, du Midi au Nord, retentissent le cliquetis des armes, le roulement du tambour, le son de la trompette; les foudres de guerre tonnent partout, les peuples frémissent, tremblent, sont enflammés par la rage ou consumés par le désespoir.

Demandez leur pourquoi ils combattent? Ils vous répondront tous: *pour obtenir la paix.* Cela me surprend. Ainsi des millions d'hommes sont sous les

armes, des nations entières se préparent à la bataille, des armées redoutables sont en présence! — La destruction doit accomplir, et la mort vivifier! Et c'est pour cela que dans toutes les directions, fantassins, cavaliers, navigateurs, inondent de leurs légions immenses les terres, et les mers.

Allez donc combattre pour la paix! Les Dieux de la terre ont parlé. Arrachez-vous aux épanchemens tendres d'une épouse, aux embrassemens d'une amie en pleurs, aux caresses innocentes de vos enfans. — Le guerrier insensible saisit ses armes, instrumens de la mort; il s'éloigne du calme heureux d'une vie tranquille, et se précipite dans le tumulte de l'anéantissement.

Vos biens ou la mort! — Des légions barbares répètent ce cri terrible au citoyen sans défense. Le pauvre gémit et porte à l'oppresseur le salaire d'un travail pénible. Le cultivateur dépouillé de tout fuit la chaumière de ses ancêtres; les orphelins pleurent et demandent du pain; la flamme ondoyante rougit l'horizon et s'élève en une étincelante dans les airs. Ses torrens engloutissent les hurlemens du désespoir et éclairent au loin une scène d'horreur.

Ici la vague irritée jette des cadavres sur le rivage; là, dans une étendue immense les champs sont couverts de corps morts. Le sang des guerriers abreuve la terre et rougit les flots. Un gémissement sourd termine l'existence douloureuse des uns; la malédiction sort de la bouche mourante des autres.

Le besoin, la dévastation et la mort se donnent la main, et parcourent la terre qui tremble sous leurs pas. Ici cent bouches de feu portent le trépas parmi des légions, là le frère lève le poignard sur son frère, le soldat furieux enfonce la bayonnette dans les entrailles de l'homme.

Et tout cela — pour la paix!

Mais là où on desire la paix, il y a guerre. Oui, la guerre existe; point d'individu qui n'en éprouve les effets. Mais pourquoi existe-t-elle? Rien de plus naturel que de faire cette question; jamais elle ne fut plus à sa place. Les hommes qui autrefois ne s'occupoient point des intérêts de l'Etat, ceux qui abhorroient toute conversation politique, sont actuellement entraînés par l'intérêt commun à s'informer des causes de la discorde universelle. Ils voudroient savoir quelle raison les sépare de leurs pères et de leurs enfans, pourquoi leurs fils sont couverts de sang, pourquoi eux-mêmes se trouvent dans la privation et languissent dans la proximité des scènes du carnage.

Peu de personnes sont bien au fait des causes de la guerre. Je n'écris point pour ceux qui les ont approfondies; je ne veux instruire que le grand nombre auquel on présente l'effet pour le principe, ou qui, avec le desir d'être éclairés, n'ont obtenu qu'une connoissance confuse des affaires.

La première question est celle-ci: Pourquoi la *Prusse*, la *Russie*, la *Suède* sont-elles actuellement en guerre avec la France et avec ses alliés?

La Prusse craignoit l'aggrandissement de la France et les progrès successifs de son pouvoir. Elle supposoit que la prise de possession de l'Electorat de Hanovre qui lui avoit été concédée par la France, lui seroit disputée par l'Angleterre, lorsque celle-ci feroit la paix, et établiroit pour base de cette paix la restitution de l'Electorat. On voit ici, dans le fond de la scène, *l'inimitié entre la France et l'Angleterre.*

La Russie rentra en lice pour ne pas s'exposer à voir la force colossale de la France prendre les accroissemens continuels, et une puissance, qui déjà lui étoit supérieure, s'élever au point de pouvoir déjouer tous les plans qui lui seroient contraires. Outre cela la Russie étoit provoquée à cette démarche par l'Angleterre et encouragée par ses subsides. La guerre que fait la Russie n'est donc que *partielle*; le motif capital, *c'est l'Angleterre*, et c'est pour elle que la Russie, son alliée, agit principalement.

La Suède se mit aur les rangs, à cause de l'inimitié personnelle qui existe entre le Roi de Suède et *Napoléon*, depuis la mort du *Duc d'Enghien.* Mais il veut aussi arrêter l'accroissement de la France, et c'est comme *allié de l'Angleterre* et payé par cette puissance qu'il a pris les armes.

Les finances de la Russie et de la Suède ne permettent pas une guerre de longue durée, ni qui exige de grandes dépenses, et il n'y a point de guerre qui n'épuise les trésors. La Russie et la Suède ne la feroient point, sans l'argent des Anglois. Quand même

il en existeroit pour elles d'autres motifs, qu'elles craignissent le pouvoir exclutif des François, les fédérations et les pactes de famille, elles n'auroient cependant fait marcher leurs armées, si elles n'étoient excitées et payées par le cabinet de *St. James*. Quand la Russie seroit dans l'idée que sa marine naissante ne peut gagner qu'en se liant à celle des Anglois, c'est toujours le numéraire de ceux-ci qui a fourni les raisons déterminantes.

La Prusse eut gardé sa neutralité si la bonne harmonie régnoit entre la France et l'Angleterre.

Il est donc incontestable que les François et les Anglois sont les principaux personnages du tableau, et que les autres puissances n'y sont que des individus accessoires. De là vient que l'homme sans prévention et instruit ramène toute la guerre continentale à celle de l'Angleterre et de la France, qui effectivement en est l'unique base. Les *François* et les *Anglois*, ces deux nations gigantesques du monde moderne combattent; toute autre lutte tient à celle-ci; toute nation qui prend les armes est une planète qui reçoit sa lumière d'un de ces deux soleils. Toute puissance qui s'élève contre la France est auxiliaire des Anglois; toutes celles qui se joignent à elle sont ses alliées. Tout se fait pour l'avantage d'une des deux grandes nations; aucune des autres n'agit essentiellement pour elle-même.

Et quel est le but que la France se propose dans la guerre continentale? Elle augmente en général sa

force et la consistance de sa supériorité sur le nord de l'Europe; elle gagne en battant l'Angleterre par la défaite de ses alliées. Elle combat l'Angleterre sur le continent, parceque sa force maritime n'est pas en puissance de se soutenir contre le pouvoir universel des Anglois sur les mers. Lorsque l'Empereur *Napoléon* abandonna le plan de faire une descente sur les côtes de la Bretagne et de vaincre, comme il disoit, l'Angleterre dans l'Angleterre même, il y substitua celui de lui fermer les ports du continent, de rétrecir ainsi les moyens de son existence, et de l'obliger de cette manière à la paix. L'Angleterre ne vit que par son commerce. Porter des atteintes à ce commerce, c'est la combattre, d'une manière sans doute indirecte, mais sûre. Ce fut là la conclusion que tira l'Empereur, et on ne sauroit désapprouver sa logique, quoique les habitans du nord de l'Europe en souffrent innocemment.

Remontons à la campagne de 1805. Nous y verrons agir les mêmes causes.

La paix *d'Amiens* avoit été conclue en 1802 entre l'Angleterre et la France. Le grand homme qui le premier, par ses exploits sur les champs de bataille, donna à la France cette liberté qui auparavant n'avoit existé que dans l'illusion d'un songe, sut aussi, comme homme d'Etat, lui donner dans le cabinet le repos de l'intérieur et l'espérance d'une prospérité durable. Mais la paix fut courte. Les avantages apparens d'une nouvelle guerre, déterminèrent le *Sully* des

Anglois, *Guillaume Pitt* à la provoquer. Toutes les feuilles publiques de Londres injurioient *Bonaparte*. Il n'en prit cependant aucune notice. Mais lorsque l'Angleterre renvoya, comme s'ils eûssent été des espions, les agens de commerce qu'il avoit fait partir pour ce royaume, il prononça l'interdit sur l'importation de toutes les marchandises Angloises, il ordonna des arrangemens qui prévinssent la contrebande, et les deux puissances prirent des mesures rélatives à cette disharmonie qui régnoit entre elles. La guerre s'alluma.

Bonaparte, déterminée à mettre toutes ses forces en mouvement pour prévenir l'ennemi, résolut de faire une descente en Angleterre, et prit diverses mesures rélatives à cette expédition. Après avoir pris la couronne impériale de France et la couronne royale d'Italie, réuni la *Ligurie* au territoire François et douné à l'un de ses parens la principauté de Lucques et de Piombino, (le tout pour opposer à son adversaire une plus grande force sur le continent) il se rendit lui-même sur les côtes pour la descente projettée; mais dès le premier pas dans cette carrière, il se vit arrêté tout à coup par les armemens de l'Autriche et de la Russie dont la France seule pouvoit être l'objet.

L'Autriche, qui avoit fait des pertes considérables au dernier traité de paix, voyoit depuis longtems les accroissemens que prenoit la France et surtout à ses frontières en Italie. Elle y vit ajouter les couronnemens et les incorporations. Le péril devenoit toujours

plus imminent. On résolut la guerre ; mais on ne fit qu'en prendre la résolution, car pour l'exécuter on manquoit de moyens pécuniaires. L'Angleterre provoqua un armement contre la France, et accompagna cette provocation d'offres de subsides fort importans. Cette offre détermina. La Russie, secondée des mêmes secours, se réunit d'un côté à l'Autriche, de l'autre à la Suède son alliée contre les François. On demanda que la France fit la paix avec l'Angleterre ; mais quel que fut le penchant de *Napoléon* à la paix, il ne put l'accepter sous les conditions que *Pitt* avoit proposées.

Cette nouvelle guerre ne fut donc, dans la réalité, qu'une diversion en faveur de l'Angleterre, et ainsi indirectement une guerre des Anglois et des François.

Les journées *d'Ulm* et *d'Austerlitz* terminèrent cette querelle des alliés et les deux grandes nations se battirent seules. Et pourquoi ? Quest-ce qui entretient cette lutte qui, à l'exception du court intervalle de la paix d'Amiens, dure depuis quatorze ans ?

Il n'est pas mal, quoique l'occupation ne soit pas trop satisfaisante, de remonter ainsi de chainon en chainon jusqu'à ce qu'on ait atteint le premier.

Je demande donc ce qui *entretient cette guerre ?*

L'intérêt de la France reclame la *navigation*, le *commerce sur mer*, les *colonies*. L'Angleterre a pour principe de ne pas les lui accorder. L'Angleterre est un état commercial qui doit chercher à anéantir tout

germe d'une puissance commerçante s'élevant à ses côtés. Si elle permettoit à la France (c'est du moins là son raisonnement) la concurrence au commerce et à la navigation, son existence deviendroit plus difficile. Les colonies de la France seroient la perte de l'Angleterre; c'est l'essence de la politique Britannique.

Avant la révolution, la France avoit des colonies importantes; elle ne les a plus, et l'Angleterre met toutes ses forces en usage pour empêcher qu'elle ne les recouvre et ne reprenne sa part à l'universalité du commerce. C'est là son but dans la guerre actuelle. L'île de *St. Domingue* est le point de vue qu'elle fixe particulièrement; cette colonie ne doit point retourner à la France. C'est l'idée de l'auteur du nouveau Léviathan et de tout homme qui a quelque connoissance des affaires. L'Angleterre aime mieux voir dans cette île une république de nègres, qu'un état civil quelconque par lequel son commerce universel et son système de crédit puissent être entravés. Car quoique cette république de nègres lui ait été redoutable, elle ne l'est pas toujours, elle ne l'est pas dans ce moment, et elle ne peut jamais l'être autant que le seroit la domination d'un peuple éclairé. Elle a été obligée de renoncer au projet de faire elle-même la conquête de cette île importante. Quelques-uns pensent, à la vérité, que l'île de *Malte* est proprement l'objet de la guerre, mais quest-ce que *Malte?* une place forte au milieu de la mer.

Mais quand le pays entier où une forteresse se

trouve n'est plus disputable, la forteresse n'a plus aucune valeur. C'est ce qui est aisé à saisir. Il en est de même de *Malte*. La mer est presque exclusivement au pouvoir des Anglois. Ce rocher n'est presque d'aucune importance pour eux, si on leur ôte *St. Domingue*.

Si le Gouvernement François vouloit se désister de ses prétensions sur *St. Domingue*, la guerre seroit terminée. Mais la France ne peut renoncer à ces prétensions sans faire le sacrifice de tous les avantages que la révolution lui a fait acquérir, sans renoncer à toute l'espérance du bien-être qui accompagne un commerce florissant. Le commerce *d'expédition* n'a jamais été recherché par les François; ils l'ont toujours abandonné de bon gré aux Anglois et aux Hollandois, sans doute parcequ'il n'est pas approprié au caractère et à la capacité de la nation. Si les François doivent pour toujours se restreindre dans les limites du commerce interne, ils seront obligés de se priver de plusieurs subsistances, ou bien ils se mettront dans la dépendance des Anglois qui décideront à volonté de leurs forces. Les François doivent chercher à avoir part au commerce de l'Angleterre; leur liberté nationale, leur prospérité intérieure en dépend; ils l'ont autrefois eu en commun avec d'autres peuples; il est donc assez naturel que la France ne puisse être indifférente à la perte de *St. Domingue*, et qu'elle poursuive de toutes ses forces une guerre qui peut lui rendre cette possession.

Il suffit de jeter un coup d'oeil observateur sur le

développement des besoins de l'Europe et en particulier de la France depuis trois siècles, pour reconnoître la vérité de cette assertion, et se convaincre que sur tout le globe il n'existe rien qui puisse indemniser de la perte de *St. Domingue*. Il n'est donc pas surprenant que tout ce qui se passe en France et en Angleterre tourne autour d'un même point, l'intention d'enlever cette île pour toujours, et le desir de la recouvrer. La France met toutes ses forces en mouvement pour n'être pas retranchée à jamais du nombre des puissances maritimes; et l'Angleterre pour soutenir sa constitution et son crédit, préfère de s'exposer aux extrêmes, et de risquer le tout, à l'obligation de restituer une île dont la culture tranquille sous le gouvernement des François, feroit sa perte.

Si la France pouvoit tolérer une république de nègres à *St. Domingue*, l'Angleterre lui tendroit la main avec plaisir pour toute entreprise qu'elle voudroit faire sur le continent; car les relations des puissances continentales n'intéressent l'Angleterre qu'autant qu'elles défendent sa puissance maritime, et elle connoit trop bien ses avantages pour ne pas concevoit qu'elle garde une grande supériorité sur les plus fortes puissances du continent, aussi longtems qu'elle conserve en main le commerce exclusif des productions de ses colonies. La France fera difficilement, ou plutôt elle ne fera jamais un tel sacrifice; le continent entier ne lui revaudroit pas *St. Domingue*. Cela paroit exagéré; un examen attentif justifiera ce que j'avance.

La France, en créant une monarchie universelle dans le sens propre, perdroit sa concentricité; elle s'affoibliroit en raison de l'accroissement de son étendue, et tomberoit dans une entière dépendance de l'Angleterre qui, par l'universalité de son commerce, exercera sur l'Europe une domination continuelle; cette domination ne cessera pas; nous sommes accoutumés aux productions de luxe de ses colonies; nous ne pouvons plus nous passer du café, ni des épices, et nous sommes avides de tous les objets de fabrication Angloise, lors même qu'ils sont interdits.

Si nous pouvions, pour les besoins de la vie, retourner d'un siècle en arrière, il y auroit quelque possibilité pour nous de nous rendre indépendans des Anglois. *Napoléon* ne fait point la conquête du continent, il ne place point ses parens et ses serviteurs fidelles sur les trônes, pour le plaisir d'être notre Souverain. Cette conquête n'est qu'un moyen pour arriver à son but, qui est de terrasser l'Angleterre.

Que l'on suppose *St. Domingue* anéantie, il n'y aura plus d'objet de démêlé entre les deux puissances, les armes reposeront de toutes parts, tout antagonisme cessera pour le moment. L'Angleterre peut se passer de cette île, car elle n'a point d'intérêt à embrasser un plus grand nombre d'objets nécessaires aux besoins de la vie, aussi longtems qu'elle en a assez pour pourvoir toute l'Europe; mais la France ne peut pas en être privée sans se voir exposée aux plus grands désavantages.

Ainsi *Napoléon* s'empare d'une partie du continent après l'autre pour fermer tous les ports à ses ennemis, pour arrêter et diminuer le débit des productions de leur commerce. Si l'Angleterre continue à souffrir de ces mesures, il faudra qu'elle incline à la paix, il faudra qu'elle restitue à la France ses colonies dans les Indes occidentales, qu'elle la seconde d'une manière ou de l'autre pour recouvrer *St. Domingue*, qu'elle tolère sa concurrence commerciale.

Pour mettre tout le monde en état de juger si je ne donne pas à cette île trop de valeur, je transporterai mes lecteurs en idée à *St. Domingue*, je leur montrerai ce que fut cette colonie avant la révolution Françoise, et ce qu'elle pourroit être dans le cas où elle seroit ramenée à un état de culture non interrompu; par conséquent, de quelle importance elle est, rélativement à la durée de la guerre, pour un état dont la prospérité consiste dans la possession des colonies.

„L'île de *St. Domingue* fut découverte par *Colomb* dans le cours de sa première expédition en 1592 et il lui donna le nom d'*Hispaniola*. Ayant après cela bâti une ville qu'il nomma *St. Domingue*, pour faire honneur à son père *Dominic*, le nom de cette ville fut d'abord donné au district où elle se trouvoit, et ensuite à toute l'île qui porte en même tems le nom de *St. Domingue* et celui d'*Hispaniola*."

„Cette île dont une partie est aux Espagnols est, après *Cuba*, la plus grande des Antilles. Elle s'étend de 17° 37′ — 20° de latitude septentrionale, et de

66° 35′ à 70° 15′ de longitude occidentale; de l'Est à l'Ouest elle a une étendue de 426 milles angloises, du Nord au Midi environ 124 milles en largeur. Elle est située entre *la Jamaïque* et l'île de *Cuba* vers le Nord-Ouest, et à l'Est de l'île de *Porto-Rico* dont elle n'est séparée que par un canal."

„Le climat est extraordinairement chaud; les vents de la mer le rafraîchissent. Comme il arrive que quelques-uns de ses habitans parviennent jusqu'à l'âge de cent ans, on regarde l'air qu'on y respire comme très salubre, et on attribue particulièrement cette salubrité à l'alternative non interrompue de collines et de vallées, de bois et de rivières. On regarde cette île comme *la plus fertile et la plus agréable des Indes occidentales.*"

„Les forêts sont composées de palmiers, d'ormes, de chênes, de sapins et d'autres arbres, plus élevés et plus beaux et portant des fruits plus succulens que dans la plupart des autres îles. On distingue surtout l'ananas, l'oranger, le citronier, la vigne, le dattier et l'abricotier."

„On y trouve toutes les espèces des oiseaux des Indes occidentales. Les prairies ou *Savannahs* sont couvertes d'une quantité immense de bêtes à corne qui paturent dans l'état sauvage et en pleine liberté. Dans la partie françoise de l'île, il y a *un si grand nombre de chevaux qu'on peut en pourvoir toutes les colonies voisines*, et outre cela, beaucoup de chevaux et de cochons sauvages, provenus des races que les Espagnols y con-

duisirent autrefois. Les chasseurs vont à la chasse des boeufs pour avoir leur peau, comme dans l'île de Cuba. Il n'y a presque point de pays qui soit si bien arrosé, tant par des ruisseaux que par des rivières navigables et poissonneuses; les côtes sont remplies de tortues."

„Le sable des fleuves fournit de la *poudre d'or*; l'île avoit autrefois des *mines d'or, d'argent et de cuivre.*"

„Les principales marchandises de St. Domingue sont les peaux, le sucre, l'indigo, le coton, le cacao, le café, le gingembre, le tabac, le sel, la cire, le miel, l'ambre, diverses sortes de drogues de pharmacie et des bois de teinture. Il y a peu de bleds."

„Il y a environ autant de François que d'Espagnols. Selon quelques-uns, les premiers forment le plus grand nombre. Cependant, il n'y a à beaucoup près, pas autant d'habitans que l'île pourroit en nourrir, rélativement à sa grandeur et à sa fertilité."

„Les Espagnols traitèrent autrefois ce pays avec la plus grande cruauté. Ils massacrèrent plus de trois millions d'hommes, de femmes et d'enfans, pour anéantir toute l'espèce des habitans qu'ils trouvèrent dans l'île, et dont ils avoient cependant été reçûs avec amitié."

„Les Espagnols essayèrent un jour de détruire les colonies de *St. Christophe*, lorsque cette île étoit partagée entre les François et les Anglois, mais ce projet les exposa à une sévère vengeance. Plusieurs des ha-

bitans François qui avoient été chassés de St. Christophe, et qui se trouvoient par-là dans une situation désespérante, conçûrent des projets extraordinaires. Ils se réunirent avec quelques Anglois, Hollandois et d'autres gens pleins de résolution, et commencèrent une guerre de pirates contre les Espagnols. Ils se contentèrent d'abord de prendre leurs vaisseaux, et de détruire leur commerce; ensuite ils firent des descentes dans le continent de la Nouvelle Espagne; et bientôt animés et encouragés par leurs succès, ils brûlèrent et pillèrent tout le pays. Leur nombre et leur témérité s'accrût avec leur bonheur; ils réunirent leurs forces et s'emparèrent de quelques-unes des places les plus fortes et des villes les plus riches des Espagnols, telles que *Portobello*, *Maracaibo* et *Campeachy*. Ils prirent même d'assaut la ville de *Panama*, et la réduisirent en cendres, après avoir battu une armée qui venoit à son secours. Dans toutes ces villes dont ils se rendirent maîtres, et dans plusieurs autres, ils trouvèrent un butin incroyable, et commirent les cruautés les plus inouies."

„Une autre troupe de ces pirates passa par le détroit de Magellan dans la mer du Sud, et porta la dévastation sur toutes les côtes du *Pérou*, du *Chili* et du *Mexique*. Partout ils étoient heureux, parcequ'ils montroient partout tant de bravoure et d'habileté que, si leur cause eût été juste, ils eûssent mérité le plus haut degré de gloire."

„Ces pirates, auxquels les François donnèrent le

nom de *Flibustiers*, et les Anglois celui de *Boucaniers*, apportoient souvent leurs prises à *la Jamaïque*, et par-là ils enrichirent cette île. D'autres, ayant remarqué que les Espagnols étoient si foibles à *St. Domingue*, qu'ils avoient abandonné une partie de l'île, en firent pour eux une place de ralliement."

„Ceux qui se nourrissoient de la chasse trouvèrent, dans les plaines que la tyrannie Espagnole avoit rendu désertes, un local fort convenable à leur métier. A ces deux sortes de gens se réunirent encore des François arrivés des petites Antilles. Ceux-ci remarquèrent qu'il y avoit à gagner en fournissant les besoins de la vie à des hommes prodigues dans leurs dépenses, et peu attentifs à leur commerce. Ils apprirent en même tems que le sol de cette île étoit le plus fertile de toute l'Amérique; ils allèrent y former des établissemens, des plantations et des maisons de commerce."

„Ces trois sortes d'hommes s'entr'aidoient réciproquement; ils vivoient dans une intime union. Souvent ils étoient chassés par les Espagnols; mais ils alloient recueillir de nouvelles forces, revenoient toujours avec succès à la charge, et à peine les Espagnols purent-ils se soutenir dans une partie de l'île."

„La Cour de France vit d'abord, sans y mettre obstacle, le trafic de cette peuplade; et quand il arrivoit des plaintes, elle se contentoit de désapprouver la conduite qu'on avoit menée. Mais lorsque, quelques tems après, les François devinrent nombreux, riches et puissans à *St. Domingue*, la cour les reconnut

pour ses sujets, et leur envoya un gouverneur et des troupes régulières pour les aider à maintenir le pays qu'ils avoient conquis. On toléra encore quelques tems l'ancienne piraterie, jusqu'à ce que le commerce des peaux eût pris plus d'étendue, et les plantations des accroissemens considérables."

„Enfin la France acquit un droit légitime sur la partie de l'île qu'elle occupoit au Nord-Ouest, et que les Espagnols lui cédèrent formellement en 1697 par la *paix de Ryswick. C'est la meilleure partie et la plus fertile de toute l'île; et en même tems la colonie la plus importante des François dans les Indes occidentales et dans toute l'Amérique.*"

„Cette colonie, depuis sa prise de possession, a été puissamment protégée par la France. En 1726, d'après plusieurs auteurs, on y comptoit déjà 30000 Européens et 100000 Nègres. Avant la révolution françoise il y avoit 600000 Nègres, 42000 blancs, et 44000 basanés."

„Au commencement du 18ème siècle on fabriquoit à *St. Domingue* 60000 Oxhoft de sucre, chacun à 500 livre. L'indigo pouvoit être évalué à la moitié, et l'on envoyoit en France une grande quantité de coton, de gingembre et de cacao."

„Depuis ce tems les plantations de café ont pris des accroissemens prodigieux; chaque branche de commerce est devenue plus florissante. On a évalué les produits des plantations du voisinage du *Cap François*, capitale du territoire françois de *St. Domingue*, et qui

sont en partie exportés, en partie consommés sur les lieux mêmes, à 30000 tonnes de café, sucre, tabac et indigo; valeur 600000 livres Sterling."

„En général, tout le produit de l'exportation de la partie françoise de l'île montoit annuellement à 1,200000 livres Sterling. Il faut ajouter le commerce considérable des objets manufacturés dans le pays que les Espagnols payoient en argent; cet article seul rapportoit à la France 2,000000 de piastres."

„Tel étoit l'état de *St. Domingue* peu avant la révolution."

Il est évident que je n'avance pas un paradoxe, une hypothèse commune quand j'avance que cette île est l'objet de la guerre actuelle.

Mais nous ne sommes pas encore à la racine de l'arbre; il faut aller plus loin pour trouver la source de la haine qui divise les nations. Nous en viendrons à la dernière question, au dernier anneau de la grande chaîne des causes de la guerre.

Le système Anglois, ai-je dit plus haut, est de ne laisser à la France aucun moyen de devenir un état commerçant ou une puissance maritime. Pourquoi? dira-t-on. Est-il donc impossible de laisser exister une concurrence entre les deux nations? Je réponds que non, et dans aucun cas. L'Angleterre doit, ou remporter la victoire complète, ou tomber entièrement. Comment cela? dira-t-on encore. Là dessus je réponds que, *si une puissance aussi industrieuse que la France prend part au commerce, c'est-à-dire, à un commerce qu'elle*

conduise par elle-même et qui soit général, l'Angleterre fera des pertes énormes, elle ne pourra plus payer les immenses intérêts de sa dette nationale monstrueuse, et elle s'ensévelira dans ses propres débris. Pour éviter cette calamité, le ministère Britannique fera la guerre sans interruption, ou bien il la régénerera par des subsides.

Je suis, à cet égard, de l'opinion de l'auteur du nouveau Léviathan; je vais le laisser parler à ma place. Il a approfondi son objet, il l'a observé avec justesse. Il a convaincu des milliers d'hommes qui étoient dans d'autres idées; sa vue est pénétrante, son langage est celui de la vérité.

„Peu de personnes, — dit-il — ont assez de connoissance des connexions de la vie politique, pour se faire une idée claire du grand malheur qui résulte pour la France de *la dette nationale* des Anglois. Tous ceux qui y sont intéressés deviennent partisans de l'Angleterre; ils sont disséminés sur tous les points de l'Europe; et de là vient le grand nombre des ennemis de la France."

„On fait tout retomber sur l'ambition de la France, parcequ'on ignore que la constitution Angloise doit entièrement s'écrouler lorsque le gouvernement ne sera plus en état de payer les intérêts de la dette; et parcequ'on ne se fait point d'idée de la collision où cette dette met les deux puissances. La France n'a aucun intérêt à étendre ses limites. Arrondie et défendue sur toutes ses frontières, l'extension de son territoire lui

feroit perdre sa concentricité, c'est-à-dire, la partie essentielle de sa force. Mais elle a l'intérêt le plus déterminé à ne pas laisser anéantir son système colonial; car du moment où il tombera, elle deviendra dépendante de l'Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci s'écroule en elle-même, ce qui ne pourra arriver que lorsque la liberté de tout l'univers s'y sera anéantie."

„Telle a été l'origine de la guerre d'aujourd'hui. Par elle le gouvernement Anglois cherche à écarter une guerre civile qui éclatera au moment où il ne remplira point ses promesses, c'est-à-dire, où il ne payera plus les intérêts de la dette nationale; et lorsque les amis du gouvernement (les capitalistes) seront obligés de passer dans la classe de ses ennemis, (la classe industrieuse de la Grande-Bretagne)."

„Ce qui semble être, de la part de la France, ambition et héroïsme, n'est autre chose que le besoin ou l'effet du desir de la conservation de soi-même. L'Empereur des François est exempt de tout reproche, à moins qu'on ne lui fasse un crime de s'appercevoir que la France ne peut conserver son indépendance politique qu'en maintenant son système colonial, et d'agir avec unité de principes en conséquence de cette opinion. Et par la même raison le gouvernement Anglois est exempt de reproche, si on lui accorde que ce soit son devoir d'écarter une révolution qui aura lieu dès que l'Angleterre se trouvera contrainte de renoncer à la domination exclusive sur les mers."

Pour peu que l'on connoisse l'administration des

finances en Angleterre, on comprendra que c'est cette domination exclusive seule qui assurera le payement des intérêts. L'Angleterre ne sera jamais vaincue, tant que par son commerce universel, elle maintiendra le système de son crédit. C'est dans ce système que consiste la force de la nation, parceque chaque individu qui a prêté une partie de son bien à l'Etat, a intérêt à desirer le maintien de cet Etat et de sa constitution, et se montrera prêt à y coopérer dans l'occasion.

Il y a peu de familles en Angleterre qui n'ayent une part dans les fonds publics (*Stocks*), ou bien où il ne se trouve un oncle, une tante, un frère, une soeur qui n'y ait tout son capital, ou n'en tirent une partie de leurs revenus. Il n'y a point d'état dont les individus n'y ayent une voix. La facilité avec laquelle on peut y acquérir de petites sommes, même jusqu'à dix livres, la régularité avec laquelle on en reçoit les intérêts, le jour même de l'échéance, l'avantage qu'on a de pouvoir, tout le long de l'année, les aller prendre, soit en numéraire, soit en notes de banque sont, pour un très grand nombre de personnes, des motifs suffisans d'y placer leur bien, que d'en tirer d'une autre manière des intérêts plus considérables. Il y a beaucoup de maisons où l'on met de côté par guinées le salaire des domestiques, on leur en compte les intérêts, et lorsque cette réserve fait une somme un peu considérable, on la porte aux fonds publics d'où ils ont après cela pour la vie un revenu assuré.

De là résulte naturellement que, non seulement le

gouvernement, les deux maisons du parlement, les propriétaires de fonds, les marchands, les gens de lettres, mais même la nation entière, feront tous leurs efforts pour soutenir le *crédit national*, et c'est de *la constitution*, *de la prospérité de l'Etat* que dépend ce crédit dans la position actuelle des choses.

Outre cela *l'industrie nationale* gagne à la conservation de ce système, car l'Etat fait naître, par les impôts, une nouvelle activité dans la classe laborieuse. Ce mode augmente enfin la *richesse nationale*, qui tient à la circulation continuelle du numéraire. Ainsi il ne s'assemble pas des millions dans les coffres-forts d'un petit nombre de riches; mais les fonds produisent une circulation du numéraire par tout le royaume; le capital de l'Etat s'accroit continuellement par la balance et par la reproduction; et quand on hausse les impôts, le prix des objets de commerce hausse en même tems. Le pauvre paye très peu en impôts directs, parcequ'ils sont tellement raisonnés que les trois quarts au moins n'en affectent que les riches ou les conditions moyennes.

De là le dévouement des Anglois à leur constitution, leur amour pour la patrie, leur fureur contre l'ennemi de la Grande-Bretagne, et l'empressement à s'opposer de toutes leurs forces à toute menace contre l'Etat.

C'est par une suite de ce système que, dans le commencement de la révolution, les Anglois harcelèrent si longtems la France, qu'en 1793, elle leur déclara

elle-même la guerre. Ce système a, sans interruption, attisé la flamme qui brûle encore. Ce système énerve l'univers entier en ne donnant du pouvoir qu'à l'Angleterre qu'il rend presque invincible par la supériorité de sa marine. C'est ce système qu'il faut attaquer pour avoir la paix.

Une question demeure encore à résoudre; comment l'attaquera-t-on? La France n'a pas une marine assez bien montée pour espérer beaucoup de succès d'une guerre maritime qu'elle continueroit toute seule. Une descente en Angleterre est difficile, et l'on ne peut guères en attendre de succès, vû l'intérêt qui attache la nation au système de crédit de l'Etat. Il paroit donc que la mesure la plus propre à tendre à ce but est celle que Napoléon a prise, de fermer aux Anglois et à leurs marchandises tous les ports du continent.

Si l'Empereur peut attaquer, par ce moyen, le système de crédit, il aura beaucoup fait. Diminuer le débit de ces articles qui sont la base de la vie politique dans l'Angleterre, paroit être d'abord le moyen le plus efficace, entant que ce ne sont pas les Anglois seuls, mais tous les peuples de l'Europe qui se trouvent obligés de payer les intérêts de cette dette nationale. Beaucoup d'auteurs éclairés et tout homme du métier non prévenu sont dans la même idée. Mais ce moyen seul ne suffit pas. L'Angleterre entière — que l'on se fasse une idée de ce que ce mot veut dire — l'Angleterre entière fera usage de toutes ses forces pour empêcher ou pour reculer au moins cette catastrophe

autant qu'il sera possible; et dans ce cas il y a encore bien loin jusqu'à une entière dissolution.

Supposons que *Napoléon* réussisse dans le projet qu'il a formé, qu'il parvienne à fermer le continent aux Anglois, et que ceux-ci ne trouvent plus aucun débouché pour leurs marchandises coloniales et les objets de leurs fabriques. Quel parti prendront-ils?

Le gouvernement baissera le taux des intérêts de la dette nationale, et donnera un accroissement successif aux impôts. Les capitalistes, les fabricans, les mariniers, les marchands introduiront une réforme dans leur mode d'acquérir et dans leur manière de vivre. Les premiers passeront de la classe qui consume dans la classe qui travaille, les autres se voueront à l'agriculture, en conservant encore en partie leur ancienne profession.

L'Angleterre et l'Ecosse ont encore de grands districts en friche, dont le rapport, d'après les calculs de la députation nommée pour cet effet, je crois en 1795, par la Chambre d'Agriculture, (Board of Agriculture) monteroit à 20,700000 livres Sterling. La culture des terres nourrira alors beaucoup d'habitans qui vivent aujourd'hui de la navigation et du commerce.

N'oublions point après cela que le continent ne peut se passer des bois de teinture, que nous sommes tellement accoutumés aux épices et aux productions coloniales que nous tirons de l'Angleterre seule, qu'il nous est impossible de nous en passer. Nous ne voudrons pas même renoncer aux ouvrages des fabriques et la

contrebande nous mettra toujours en possession d'une grande partie de ce que le commerce légal nous refusera. Alors seulement pourroit venir l'époque où le peuple Anglois ne seroit plus en état d'acquitter ses impôts; les manufactures et les arts auroient atteint, dans les autres pays, le même degré de perfection qu'en Angleterre, et le haussement des impôts, par son influence sur la main d'oeuvre, auroit fait hausser le prix des marchandises, de manière à les procurer à un taux plus modique dans l'étranger. La supériorité actuelle des marchandises de l'Angleterre et la possession presque exclusive qu'elle a de machines en tout genre, renvoye cette époque à un tems fort éloigné.

Il faut observer encore que la marine des Anglois est presque aussi forte que celle de toutes les autres nations prises ensemble, et qu'elle a un degré de perfection qui ne permet pas d'espérer de la vaincre. A cette réflexion se joint enfin la question: qui contestera aux Anglois la domination exclusive des mers? qui osera prendre part au commerce universel?

Il y a donc encore un grand intervalle entre nous et la chûte de l'Angleterre; dix générations pourront encore naître et mourir avant que l'on voye s'effectuer cette idée dont tout le monde semble hâter la réalité par ses voeux, et repousser en même tems en prenant le café.

On demandoit au fameux Historien *Hume*, peu avant sa mort, jusqu'où et jusqu'à quel tems il pensoit que pourroit être prolongée la dette nationale? Sa ré-

ponse est digne d'attention. „Les deux objets, dit-il, ne sauroient être déterminés. L'Angleterre ne périra point par la guerre, si elle n'a pas auparavant précipité sa chûte pendant la paix. Le symptôme de l'approche de sa ruine seroit que le gouvernement fût obligé, en tems de paix, d'emprunter pour les besoins de l'Etat. Dans ce cas, la première guerre qui surviendroit, mettroit fin à la dette nationale."

Si ce jugement est fondé, comme il paroît fort vraisemblable, mes présomptions sont justifiées; cette époque est loin de nous, car la dette ne s'est point encore accrue pendant la paix. C'est ce que je vais prouver.

Les guerres que l'Angleterre a eues à soutenir depuis la révolution de 1688, l'armée immense qu'elle avoit entretenue sur terre et sur mer, le grand nombre de subsides qu'elle paya; tout cela demanda des dépenses extraordinaires, et l'on eut recours à un moyen jusqu'alors inconnu, à un emprunt de l'Etat. La dette contractée ne consistoit qu'en une courte anticipation des revenus, et les sommes d'emprunt se remboursoient dès la perception du numéraire que l'on sortoit du trésor.

Sous le Roi Guillaume la dette nationale montoit à 16,500000 livres Sterling, et les intérêts à 1,320000 livres Sterling.

Du tems des guerres de la Reine Anne et jusqu'à sa mort, en 1714, la dette s'accrut jusqu'à 54,250000 livres Sterling et les intérêts montèrent à 3,352000 livres Sterling.

Dans l'intervalle de 1714 à 1739, jusqu'à la guerre de succession d'Espagne, la dette diminua de 7,750000 livres Sterl. et les intérêts de 1,414000 livres Sterl. de

	liv. St.	liv. St. Intérêts
sorte qu'elle fut en 1739 de	46,500000	1,938000
En 1748 après la guerre d'Espagne	78,250000	3,054200
Durant la paix de 1748 à 1755	75,000000	2,373000
A la fin de la guerre de sept ans	146,625000	4,842000
Durant la paix de 1763 à 1775	136,000000	5,058000
Après la guerre d'Amérique	216,000000	8,160000
En 1785	270,000000	9,500000
G. Pitt forma le plan d'en acquitter tous les ans un million, il commença à exécuter ce plan, et la dette fut en 1795 de .	264,102100	9,000000
La diminution des intérêts et le payement des à comptes la fit monter en 1793 à	204,000000	7,400000
Le commencement de la guerre avec la France la fit monter à	360,000000	13,000000
A la paix d'Amiens en 1802	408,000000	14,800000

	liv. St.	liv. St. Intérêts
Lorsque la guerre recommença en 1803 . .	400,000000	14,000000
Actuellement elle est de	600,000000	30,000000
Ou de	3750,000000	187,500000

Risd. en or.

Il n'est pas douteux qu'une somme pareille ne doive se faire sentir à toute l'Europe; l'objet est assez important pour entretenir une guerre perpétuelle, lorsque, comme en Angleterre, chaque individu y a une part effective, et que ce pays en a seul le profit, tandis que l'Europe entière en éprouve des pertes.

Ainsi — *la dette nationale de l'Angleterre est la pomme de discorde des nations.*

Le mal que l'Empereur des François fait à ses ennemis, en s'alliant les Souverains du continent, en triomphant des alliés de l'Angleterre dont il prend les places fortes, les villes de commerce et les ports, est évident. L'accroissement de la dette nationale de l'Angleterre en est la preuve. Mais tout cela ne suffit point pour l'anéantir, ou pour la contraindre à la paix. L'Angleterre demeure ferme dans son principe; elle ne veut, sous aucun prétexte, permettre à la France de prendre part à ce grand commerce; et dans la certitude où elle est de ses ressources, elle ne craint rien et espère tout.

Mais comment finira cette lutte universelle? Cette question se fait avec inquiétude. S'il n'y a aucune esperance de la chûte prochaine de l'Angleterre, si elle continue à nous vendre, soit clandestinement, soit ouvertement, ses marchandises coloniales et les produits de

ses fabriques, si la France persiste à demander la navigation, le commerce et les colonies, et que la flotte des Anglois, maîtresse de la mer les lui refuse, si l'Angleterre ne périt pas bientôt dans son système de dette nationale, combien de tems pourra durer encore ce combat? Qu'est-ce qui éteindra le flambeau de la discorde? Notre patrie verra-t-elle se rouvrir sans relâche ses plaies sanglantes? La paix ne rentrera-t-elle plus dans nos paisibles demeures?

Il ne reste plus qu'une seule espérance aux malheureux; *un pacte*, *un traité de paix*, où cette tension politique disparoisse, dont les résultats réunissent les deux nations: *la paix du monde entre la France et l'Angleterre!*

J'en reviens encore à l'auteur du nouveau Léviathan. Il a déterminé préalablement (ce sont ses expressions) les articles principaux d'un pareil traité de paix, et il faut avouer que ce n'est que sous ces conditions qu'il propose qu'une paix durable paroit pouvoir être conclue.

„L'Angleterre, dit-il, doit, en faisant la paix, garder en son pouvoir les moyens d'éteindre successivement sa dette. Qu'elle garde la possession du *Pérou* dont elle a fait la conquête, que la France lui garantisse même cette possession, sous la condition cependant qu'elle ne fasse aucune prétension sur les autres provinces des Espagnols en Amérique."

„Que la mer soit libre; qu'il n'y ait plus de despotisme sur l'océan; tous les actes de navigation doivent

être annullés en devenant communs à toutes les puissances. Il ne sera plus question d'aucun traité de commerce."

„La France rentrera en possession des colonies qu'elle a perdues dans les Indes occidentales; et comme il faudra faire de nouveau la conquête de *St. Domingue*, l'Angleterre s'engagera à seconder la France dans cette expédition."

„Le Portugal et l'Espagne ne formeront plus deux Royaumes séparés; ils resteront réunis à toujours. Les deux parties contractantes s'engagent à déterminer le Roi d'Espagne à l'abdication de la couronne, et celle-ci, (pour ne pas abandonner la nation Espagnole à son sort) ne demeurera pas dans la descendance du Roi, mais au Prince régent de Portugal et à ses descendans, de manière que celui-ci, comme chef de l'Etat Espagnol, réunisse les deux Royaumes, et que le Brésil tourne autant à l'avantage des Espagnols que des Portugais."

„*Gibraltar* sera rendu par l'Angleterre à l'Espagne, afin que ce Royaume recouvre son entière liberté. La Hollande rentrera en possession de ses colonies et de *Ceilon*."

„*Malthe* sera rendu à l'univers. Dans l'île de *Malthe* se rassemblera un congrès, formé des représentans de toutes les nations de l'Europe qui ont part au commerce maritime. Ce congrès rédigera un code maritime dans l'esprit du traité de paix, et sera le trubunal suprême de décision pour toutes les affaires de

marine. Toutes les puissances maritimes seront tenues de se soumettre à ces décisions; *l'ordre de Malthe* subsistera désormais pour la défense des droits de ce tribunal, c'est-à-dire, pour le maintien du droit des peuples. Il aura, de cette manière, une destination honorable qui lui a manqué jusqu'à présent."

„Du moment où cet institut sera organisé, il n'y aura plus d'autre tribunal pour le droit maritime."

A l'aide d'un pareil traité de paix, les deux parties seroient satisfaites, et tout antagonisme disparoîtroit. L'Espagne seule perdroit le Pérou, et son héritier au trône la perspective de la souveraineté. Combien de fois un individu n'a-t-il pas été appelé à souffrir pour le tout? Et ici il s'agit du bien-être du monde entier, du monde qui se trouvera dans toutes ses parties enveloppé successivement dans cette lutte, et qui ne peut qu'en souffrir.

Puissent les Souverains être attentifs à ces propositions! Puissent-ils en se prêtant à ces conditions, tendre des mains bienfaisantes au retour de la paix! Nous n'avons d'espérance qu'en un traité dirigé sur ce plan, et les générations humaines en éprouveroient les suites heureuses pendant plusieurs siècles.

Le bonheur des peuples ne fleurit que sur l'arbre de la paix!

C'est ce qu'éprouve, c'est ce que ressent vivement tout l'ensemble de la société humaine; l'homme le plus froid est saisi d'enthousiasme à cette seule pensée et s'écrie à l'imitation de Schiller:

„O jour serein! jour de prospérité!
Quand, du soldat la carrière accomplie,
Lui permettra de reprendre la vie,
En reprenant l'humanité!"

Pujsse la divinité d'une joie paisible, de la joie domestique, la divinité protectrice de la patrie accomplir les voeux de nos coeurs!

Retraite et prise du Corps de Bila.

Lorsqu'au commencement d'Octobre 1806, l'armée Prussienne se rassembla dans la forêt de Thuringe, le régiment de Graevenitz reçut ordre d'occuper les villes de Nienbourg et de Hanovre. A la fin de Septembre, le second bataillon de ce régiment marcha à Hameln, le premier fut destiné à faire partie de la garnison de Hanovre.

La première nouvelle officielle de la bataille de Jéna parvint à Hanovre le 16 Octobre.

Le Colonel de Scharnhorst rapporta au Général de Bila que l'ennemi avoit attaqué le Prince de Hohenlohe à Jéna, que le Général de Rüchel étoit venu au secours du Prince; mais que les deux actions avoient été si malheureuses que l'ennemi avoit déjà occupé Weimar dans la même journée. Trois divisions de l'ar-

mée du Roi devoient avoir été battues; l'armée de réserve n'avoit point pris part à l'action.

Pour un Général dont l'âge n'avoit pas émoussé les forces, cet avis, ne possédât-il même que le sens commun, devoit suffire, et il sembloit que tout de suite il eût dû prendre sa résolution. A la place du Général de Bila, j'aurois pris inspection des positions de l'ennemi sur la Saale, je me serois tracé vivement la situation des affaires, et j'aurois prévu que l'armée battue prendroit sa retraite au-delà de l'Elbe. En conséquence j'aurois marché le 18, par Hildesheim et Brounswic sur Magdebourg. Le Colonel de Scharnhorst n'avoit pas voulu, par discrétion, détailler au Général de Bila ce qu'il avoit à faire; il supposoit que celui-ci comprendroit bien qu'il ne pouvoit rester plus longtems à Hanovre dans de pareilles circonstances. Il y resta cependant, et je crois qu'à l'arrivée même de l'ennemi il n'auroit pas quitté la place, s'il n'avoit pas reçu, le 19, un avis du Colonel de Scharnhorst qui lui marquoit sa surprise de ce qu'il n'avoit pas encore quitté Hanovre.

On pouvoit prévoir que les troupes Prussiennes sous les ordres du Général Bila, consistant dans le premier bataillon de Graevenitz, les dépots de fusiliers, les bataillons de Wedel et de Carlowitz, et 120 Cuirassiers du régiment de Bailloz, ne gagneroient plus Magdebourg, il fut résolu de marcher sur Lenzen, par Zelle, Uelzen et Tanneberg. Le corps d'armée arriva effectivement le 20 à Zelle, le 21 à Uel-

zen, le 22 à Tanneberg. Là il plut au Général de prendre un jour de repos, ce dont on auroit pu se passer, puisqu'on faisoit perdre à l'armée toute une marche. Quoique le flanc droit de ce corps fut couvert par celui du Duc de Weimar qui vouloit passer l'Elbe le 24 à Havelberg, le Général Bila passa l'Elbe à Dömitz, au lieu de prendre par Lenzen, ce qui fit deux marches au lieu d'une.

Le passage se fit donc le 24 par Dömitz, le 25 on vint à Lenzen, le 26 à Wittstock, le 27 à Mirow, où on passa la nuit. Là on reçut par les gens de la campagne l'avis que l'ennemi avoit attaqué le Général Blücher près de Fürstenberg, mais que Blücher l'avoit repoussé.

Le Général Bila devoit prendre à ce sujet des informations plus exactes, envoyer des espions à Fürstenberg et des patrouilles du côté de Wesenberg et de Fürstensee. On ne pensa à rien de tout cela. Dans le cours de la marche du 28, de Mirow par Neu-Strelitz à Neu-Brandenburg, des compagnons de maîtrise qui voyageoient confirmèrent la nouvelle des actions qui avoient eu lieu près de Lychen, Fürstenberg et Boyzenburg. Alors seulement on fit des préparatifs pour recevoir l'ennemi, c'est-à-dire, les soldats chargèrent leurs fusils. Le Général demeura paisiblement dans son carrosse, l'arrièr-garde de la cavalerie, (le croira-t-on?) qui dans les marches précédentes avoit au moins suivi le bagage, vint se joindre à la queue de l'infanterie, l'avantgarde marchoit tout près de la tête

de la colonne, et l'on ne pensa point à faire courir de côté et d'autre des flanqueurs. Trente chasseurs, venant à l'improviste, eûssent pris toute la colonne.

Jusqu'à Mirow le Général avoit résolu de marcher par Woldeck et Pasewalk sur Stettin. Mais le lieutenant de Kyuilenstierna, qui étoit toujours de deux marches en avant, étant venu rapporter que l'on ne pouvoit plus aller par Pasewalk, notre Chef conçut l'idée d'aller à Demmin. Des gens sensés qui étoient las de ces horreurs, lui montrèrent sur la carte Anclam et Demmin, et lui firent remarquer qu'en dirigeant sa marche sur cette dernière ville, il ne lui restoit d'autre alternative que de se livrer aux Suédois, ou de se rendre aux François; que s'il marchoit sur Anclam, et qu'il pût y arriver avant l'ennemi, il étoit possible et même très vraisemblable que l'on gagneroit par Usedom et Wollin, Stettin ou Colberg.

On résolut donc de marcher le 27 par Friedland sur Anclam. Près du village de Küssow, on rencontra quelques fuyards du corps de Hohenlohe. Ils rapportèrent que ce corps avoit beaucoup souffert près de Boytzenburg, et que l'ennemi marchoit en partie sur Friedland, en partie à leur poursuite. C'étoient, la plûpart, des gendarmes. Le Général de Bila ne prit d'abord aucune notice de ces nouvelles, mais un officier arriva peu après tout effaré, confirma ce que ces gens venoient de dire, et assura même que l'ennemi ne pouvoit pas être à un quart d'heure de distance de la tête de la colonne. En même tems, comme on fut

avancé à la lisière du bois, on apperçut au crépuscule du matin, toute la campagne couverte de troupes. Après avoir passé une demie-heure, les canons prêts à tirer et le sabre en main, et n'avoir vu que des fuyards et point d'ennemi, le Général fut dans un grand embarras sur ce qu'il avoit à faire. Il lui eût suffi d'envoyer des patrouilles à Sponholz et à Kuhblank pour recevoir une détermination. Mais le rapport de l'officier avoit tellement monté son imagination, il étoit tellement convaincu d'être coupé d'Anclam, qu'il donna ordre de faire volte-face.

Un officier vint alors lui représenter que ce retour en arrière à tout hazard attireroit immanquablement au corps le malheur d'être fait prisonnier ou détruit entièrement, et qu'il en auroit la responsabilité. Il lui observa en même tems que cet ordre de contremarche n'étoit fondé que sur des rapports de gens inquiets, qui probablement avoient été poltrons, puisqu'il eût été à présumer que sans cela ils n'auroient point quitté le gros de la troupe. On n'avoit, ajouta-t-il, pas encore vu d'ennemi; il seroit convenable d'envoyer des patrouilles et, quand on auroit pu juger de la force de l'armée et en conclure l'impossibilité de se faire jour, il seroit toujours tems de retourner sur ses pas et de chercher quelque autre corps de troupes Prussiennes dont on partageroit la destinée.

Le Général de Bila, éclairé par ces motifs, fit reprendre à la colonne la marche déjà prescrite sur Friedland. Il fallut donc, de nouveau, donner lieu à une

contremarche par laquelle on perdit trois heures autour du village de Küssow. Ce n'étoit pas une bagatelle pour une troupe fatiguée qui, depuis trois journées, faisoit six à sept milles par jour, et qui n'avoit eu que peu de repos à son bivouac.

Tout ce désastre n'auroit pas eu lieu si l'on avoit pris des précautions de sûreté. L'officier demanda de faire l'avant-garde avec 20 cuirassiers volontaires. Il se posta à un demi-mille en avant de la colonne, et poussa ses patrouilles assez loin de côté et d'autre pour être averti à tems de l'approche de l'ennemi. Il atteignit Friedland sans avoir vu personne. Toutes les nouvelles s'accordoient à certifier que l'ennemi n'occupoit pas encore Anclam; mais le bagage de toute l'armée s'y étoit rassemblé.

On en donna avis au Général de Bila. On lui observa en même tems que s'il gagnoit le Karelpass, et que l'ennemi n'eût pas déjà gagné Uckermünde en se dirigeant sur Anclam, il n'avoit plus rien à craindre. Le corps ayant passé ce défilé et étant arrivé à Friedland, l'officier prit les devans avec un Major pour se rendre à Anclam, préparer le transport pour l'île d'Usedom et les approvisionnemens nécessaires. Ces deux officiers rencontrèrent à Anclam une quantité immense de voitures et de soldats Prussiens dispersés qui vouloient tous faire la traversée.

Heureusement le directeur de ce train, le Lieutenant-Colonel de Prittwitz, étoit-il un homme de tête et plein de patriotisme. Il savoit bien qu'il importoit

beaucoup plus au Roi de sauver un million en numéraire que le premier bataillon de Graevenitz rapportoit de Hanovre, et plusieurs milliers d'hommes de bonnes troupes, que d'empêcher quelques milliers de voitures de farine de tomber entre les mains de l'ennemi. Non seulement il se prêta à tous les arrangemens nécessaires pour faire cuire d'abord du pain, mais il promit aussi de pourvoir à ce que les trois bacs de Barschau, Pinnow et Wolgast demeurâssent exclusivement à la disposition du Général de Bila. Les officiers mirent aussi sur le champ un vaisseau en requisition pour transporter incessamment le million de numéraire par Schwinemünde à Colberg.

Selon leur calcul, le Général de Bila devoit arriver le 29 au soir à Anclam. Quelle fut leur surprise lorsqu'au matin du 30, il n'y fut pas encore! Une estafette qu'ils avoient envoyée la nuit à Friedland rapporta qu'on n'avoit pas vu un homme de ce corps, et les recherches qu'on fit toute la journée du 30 sur la direction qu'il pouvoit avoir prise furent infructueuses. Il étoit évident que cette direction étoit changée, et que quelque fausse allarme avoit donné lieu à ce mouvement; mais on ne comprenoit point que le Général eût pu retomber dans la même faute qu'il avoit déjà commise, sans attendre les rapports des officiers qu'il avoit envoyés en avant, et sans faire aucun usage de sa cavalerie.

Le 30 à midi, on rapporta que l'ennemi avoit occupé Bugewitz et Kosenow. L'allarme devint générale,

et les officiers en conclurent que le corps de Bila étoit pris. Ils préparèrent un bâtiment pour se transporter à Colberg ou à Stettin. S'ils avoient effectué ce projet, ils auroient échappé individuellement à une captivité flétrissante. Mais ils crurent qu'il étoit contraire à leur devoir de prendre la fuite sans nécessité. Ils résolurent d'attendre l'arrivé de l'ennemi, et d'aller ensuite à la recherche de l'armée du Roi.

Enfin, à 10 heures du soir, le Général de Bila arriva avec son corps d'armée à Anclam. Le Major de K. de l'Etat-Major Prussien l'avoit averti par un courier de ce qui s'étoit passé à Prenzlau et lui avoit fait donner le conseil de se tirer d'affaire comme il pourroit. Singulière idée que d'inspirer, de propos délibéré, du découragement à un corps qui étoit résolu de donner la dernière goutte de son sang pour le Roi et pour l'honneur de la patrie. Si le corps du Prince de Hohenlohe avoit posé bas les armes, bon! les autres troupes Prussiennes avoient-elles besoin d'en prendre notice? Le Major de K. n'ayant point de conseil sensé à donner, eût mieux fait de garder le silence; sans lui, le corps de Bila eût été sauvé. Il fût arrivé 24 heures plutôt à Anclam et le 31 où l'impéritie du Général à trouver des ressources le contraignit à se rendre, il se fût trouvé à Wollin *).

Ooutre cela, un sous-officier déserté du bataillon

*) On suppose qu'il n'eut pas cherché à Usedom, comme il avoit fait près de Tanneberg, à se procurer la jouissance d'un jour de repos.

des hussards de Bila fut encore cause du changement de cette marche. Il rencontra la colonne, et rapporta qu'ayant voulu se rendre à Anclam, il avoit trouvé cette ville occupée par l'ennemi; qu'il cherchoit actuellement à longer la côte du Haf pour essayer d'arriver par Uckermünde, Neuwarp et Politz à Stettin. Ce raisonnement, tout absurde qu'il étoit, parut tellement plausible au Général qu'il adapta sur le champ cette idée. Mais il ne réfléchit point que si le passage n'étoit plus libre à Anclam, il l'étoit bien moins encore à Uckermünde, et que, comme on n'avoit point vu de traces de l'ennemi à Friedland, ce n'étoit que par Uckermünde qu'il avoit pu passer, place où il auroit, en même tems, laissé des troupes, pour conserver la communication avec Pasewalk. Cette seule réflexion auroit préservé le Général de faire une nouvelle excursion latérale encore plus destituée de sagesse que ne l'avoit été celle de Neu-Brandenburg; mais il paroit que ce n'étoit pas son fort de calculer d'après des connoissanses militaires, et de choisir les meilleures mesures à prendre. Il suivit le plan du sous-officier déserté. A Leopoldshagen, il rencontra le régiment de Gettkand et le bataillon des hussards de Bila. Cette cavalerie s'étoit séparée du corps du Prince de Hohenlohe et avoit avancé jusqu'à deux milles de Stettin. Le chef envoya, conformément à l'étiquette, un officier au commandant de Stettin pour l'avertir que le lendemain il traverseroit la place. Le commandant (chose incroyable!) fit répondre qu'il ne pouvoit pas y

donner son consentement, puisqu'il y avoit déjà des tirailleurs aux environs et qu'il se pourroit que l'ennemi pénétrât avec cette troupe dans la ville.

Ainsi 15 escadrons de Hussards, qui pouvoient très bien être sauvés pour le Roi, se virent obligés de retourner en arrière et d'aller à Anclam.

Cette cavalerie fit sortir le Général de Bila de son rêve; il rebroussa chemin à Léopoldshagen, et marcha sur Anclam. Le corps d'armée y arriva, à 10 heures du soir, épuisé de fatigue. L'ennemi le suivoit pied à pied. Malgré cela on ne faisoit aucun préparatif de défense. Le corps du Général de Bila s'étoit accru jusqu'à 4000 hommes par l'arrivée des 15 escadrons de Hussards, du bataillon de Grenadiers de Sacken, et de quelques centaines de fuyards qui avoient été dispersés aux affaires de Boytzenburg, Prenzlau et Pasewalk. Une troupe de cette force auroit pu prendre une position sur les hauteurs près d'Anclam. Elle auroit pu s'y maintenir jusqu'à ce que le pain et le fourage fussent entrés dans la ville, et qu'on eût vu l'ennemi. Du moins auroit-on évité au corps de Bila le reproche d'avoir été désarmé par 600 hommes, car on prétend que la division de Becker n'étoit pas plus forte. Mais on étoit bien loin d'une résolution aussi héroïque. On donna ordre de mener sur la place du marché les canons du bataillon de Graevenitz. Un des officiers dont nous venons de parler s'étoit, non par l'ordre du Général, mais de son propre chef, familiarisé avec la connoissance du terrain. Il proposa de poster le corps

d'armée devant la ville, et de ne pas le retirer avant que les trains y eûssent fait entrer toutes les provisions des magasins, et qu'on eût fait les arrangemens nécessaires pour le transport dans l'île d'Usedom. Mais on ne voulut pas entendre parler de grande résistance, et tout ce qui put être obtenu, ce fut que les canons, au lieu d'être renfermés dans la ville, restèrent devant les portes.

Si le Génénal de Bila avoit pu se résoudre à ne passer la Peene pour faire sa retraite que lorsqu'il y auroit été contraint par la force des armes, il est bien sûr que l'ennemi auroit essuyé un grand échec. On a appris depuis par le Général Becker lui-même que le 30 il avoit été en personne dans la ville, déguisé et accompagné d'un aide de camp, pour prendre connoissance de la situation du lieu et des localités du terrain. Comme il ne trouva dans Anclam que le bataillon des Grenadiers de Sacken, il y a apparence que son expédition du 31 n'étoit calculée que sur la prise de ce bataillon.

Mais, par le renfort des 15 escadrons de Hussards, du bataillon de Graevenitz et des 150 cuirassiers de Bailliodz, il y avoit en présence au moins quatre fois plus de Prussiens que de François.

On espéroit que le Général de Bila feroit une disposition, ou qu'au moins il prendroit connoissance de la situation du lieu, puisqu'on prévoyoit aisément que l'ennemi attaqueroit le lendemain. Il avoit bien peu de conformité avec le Général Ziethen que Frédéric II

appelloit le guet de son armée, et qui, dans aucune marche, ne se reposoit avant d'avoir parcouru toute la chaîne des postes avancés, et de s'être familiarisé avec le terrain. Le Général de Bila étoit tout émoussé, probablement malade, car il s'abandonna au sommeil sans connoître le local et sans prescrire l'ordre dans lequel les troupes devoient passer la Peene. Il ne fit point retirer les bateaux du côté de la rive Suédoise, et ne songea pas à ordonner au capitaine Hiller que l'on faisoit contonner sans aucune prévoyance dans les villages autour d'Anclam, de passer la Peene avec le reste de la cavalerie pendant la nuit. Chacun se commandoit soi-même. Tout le long de la nuit le bagage et la cavalerie défilèrent par Anclam et traversèrent le fleuve. Il ne s'agissoit donc plus de penser à une position défensive en deçà. Cependant l'infanterie se rassembla au point du jour et resta postée dans les rues. On ignore dans quel but. Les portes étoient fermées, et, sans échafaudage on ne pouvoit tirer par dessus des murs de seize pieds de haut. Il eut donc mieux valu qu'elle suivît de près la cavalerie. Supposé que l'ennemi ouvrît les portes, il ne se pouvoit faire qu'il n'y eût beaucoup de désordre au pont, le seul point de défense dans l'intérieur de la ville. Deux cens hommes furent destinés à garder ce pont.

Enfin l'infanterie commença sa retraite. Avant l'arrivée du corps de Bila, un Major de l'artillerie à cheval, avoit, selon le rapport d'un officier de cavalerie, fait mener 40 canons dans le village de Stredense. Il

cherchoit à engager plusieurs officiers à signer avec lui une capitulation qu'il se proposoit d'envoyer par un trompette à un général ennemi. Cette proposition avoit été rejetée avec mépris par les officiers Prussiens auxquels elle étoit en horreur. On dénonça le fait au Général de Bila dès son arrivée à Anclam, en le priant de faire ordonner à ce Major qu'il passât la Peene avec son artillerie. Il promit de le faire. Cependant on n'a plus entendu parler de ces 40 canons, et l'on ne sait ce qu'ils sont devenus. Le voeu du Major aura probablement été réalisé.

Ce seul exemple suffit pour faire voir les suites funestes de la facilité à placer des Généraux sans force à la tête des armées. La foiblesse physique et l'ignorance morale se trouvent ordinairement réunies dans les Chefs, là où l'ancienneté décide de leur rang. Si le corps d'armée d'Anclam avoit été commandé par un jeune homme de tête et plein de courage, il y auroit eu un grand nombre de malheureux de moins dans l'armée Prussienne.

A neuf heures, l'ennemi approcha des portes de la ville. Quoique le Capitaine qui commandoit l'arrière-garde eût occupé toutes les routes et tous les sentiers, le poste à la douane fut repoussé et par là les troupes qui étoient dans la ville se trouvèrent coupées de la Peene. Le Capitaine se retira alors avec ses gens au delà de la Peene, et se posta sur le rivage, après avoir fait lever le pont. Plusieurs officiers ennemis vinrent reconnoître la position, ce qui engagea un feu de

mousqueterie qui ne fut pas sans effet, et qui dura sans interruption jusqu'à cinq heures du soir. Il y eut beaucoup de monde de tué. Les Prussiens nettoyoient le rivage, et coupèrent les ancres des bâteaux, pour les faire descendre le courant. Beaucoup de gens furent blessés durant cette opération qui se faisoit au milieu des balles qui pleuvoient des deux côtés. L'ennemi se retrancha dans les maisons, d'où il tiroit par les fenêtres et les toits. Pendant ce combat, le corps d'armée avoit atteint les hauteurs entre Ziethen et Relzow. On espéroit de recevoir avis de sa marche vers le bac de Pinno et Wolgast; mais il ne faisoit point de préparatifs pour cet objet; attendant probablement que le bagage eût passé.

Le poste du pont de Peendamm auroit pu, avec un peu d'attention, être maintenu au moins 24 heures, surtout lorsqu'on se seroit rendu maître du bac de Stolpe.

Il eût donc été possible qu'au moins l'infanterie de ce corps eût passé à l'île d'Usedom, si on l'avoit fait marcher successivement des hauteurs de Ziethen au bac de Pinno. Mais nos vieux Chefs ne connoissoient pas le terrain; de là la position inutile près de Ziethen, et l'inaction où on demeura, tandis qu'on auroit dû occuper Menzlin et le bac de Stolpe, et au moins faire patrouiller la contrée. De là leur irrésolution qui fut telle qu'il ne se donna aucun ordre rélatif à la traversée.

Les deux Généraux de Bila se regardoient avec un

désespoir muët, et ils n'agissoient point. S'ils eûssent jeté un moment les yeux sur la carte, ils auroient vu qu'il ne falloit plus que quelques efforts pour sauver leur honneur et en même tems une si grande quantité de braves soldats.

Vers le soir on releva le détachement que le premier bataillon de Graevenitz avoit posté au pont de la Peene. Un Capitaine du bataillon des Grenadiers de Sacken vint prendre sa place. Il fit beaucoup de tapage, parla de la bravoure que ses troupes avoient montrée à la bataille de Jéna, et parut regarder comme au dessous de sa dignité de recevoir des instructions des officiers qu'il relevoit. On l'abandonna donc à son propre conseil; mais l'expérience lui apprit bientôt qu'il eût mieux fait de suivre celui qu'on lui donnoit. Sans contester la bravoure préconisée de sa troupe, on lui fit cependant remarquer que les soldats qu'il relevoit avoient soutenu un poste dangereux sept heures de suite, et que, s'il en faisoit autant, l'infanterie auroit probablement le tems de traverser. Mais à peine ces Grenadiers furent-ils à leur poste que le feu cessa, ce qui fit présumer au Général François de Becker qu'il pouvoit être plus convenable de négocier actuellement qu'il ne l'avoit été quelques heures auparavant.

On commença à parlementer. Le Général de Becker donna des nouvelles de la capitulation du Prince de Hohenlohe et de la reddition de Stettin. Il représenta au Général de Bila qu'il s'étoit enfoncé dans un *cul*

de sac *), d'où il ne pourroit échapper au sort d'être fait prisonnier; que si l'on vouloit faire des conditions acceptables, on établiroit une suspension d'armes d'une heure de tems. Avant l'apparition de cette lettre, on étoit résolu de marcher sur Pinnow; mais la reddition de Stettin fut un sujet d'effroi, parcequ'on s'étoit proposé de passer les deux îles, et de se replier sur cette place. La position étoit, sans doute, fâcheuse; mais elle n'étoit pas désespérante. La retraite sur Stettin étant coupée, on pouvoit se rendre à Colberg.

L'approche de l'ennemi ne permettoit-elle point de gagner l'île d'Usedom, la Cavalerie et l'Artillerie pouvoient marcher sur Stralsund. Il étoit, sans doute, possible que le Général Bila fut contraint de mettre bas les armes à Wollin ou à Camin. Il l'étoit aussi, que la Cavalerie n'obtint, ni la permission d'entrer dans Stralsund, ni celle de se rendre à l'île de Rügen. Mais du moins dans ce cas on avoit tout fait; on étoit à couvert de reproche.

Sans doute on s'exposoit à perdre les équipages et les gibernes; mais on sauvoit l'honneur. Le Roi pouvoit un jour dédommager de cette perte; mais il ne pouvoit être dédommagé de ce qu'on enlevoit à la patrie, dans un moment aussi critique, quelques milliers de défenseurs.

Un peu plus de réflexion eût donné les résultats suivans: Il ne falloit accepter aucune proposition de

*) Selon l'opinion du Général de Becker. Le Général de Bila ne s'en étoit pas apperçû.

capituler. Le poste du pont de la Peene devoit être renforcé, et au moment où la nuit seroit tombée, il falloit marcher sur Pinnow et sur Wolgast. Durant toute la nuit il falloit entretenir des feux sur les hauteurs de Ziethen où le corps avoit été posté, afin de cacher sa marche. La Cavalerie et l'Artillerie devoient se rendre à Greifswalde et à Stralsund. Tout le bagage qui ne pouvoit être transporté devoit être brûlé la nuit même.

On ne peut pas accuser le Général de Bila d'obstination, car toutes les fois qu'on lui donnoit un conseil utile, il y prêtoit les mains. Il est à présumer que si quelque homme de poids lui eût insinué de rejeter la capitulation, il se fût rangé de cet avis. Malheureusement le hazard avoit amené sur les hauteurs de Ziethen quelques officiers des G. d. a. qui dirent hautement qu'il n'y avoit point de meilleur parti à prendre que de capituler; leur conduite à Iéna avoit baissé de quelques tons leur ancienne jactance; les coups reçus à Boytzenburg les avoient rendus pusillanimes, et l'on vit assez clairement qu'il leur tenoit plus à coeur de conserver leurs chevaux de course Anglois, que la gloire Prussienne.

On envoya un officier à Anclam pour conclure la capitulation. Le mécontentement fut général. La nuit du 30 au 31, il y eut une désertion prodigieuse. Tout se précipitoit vers le bac de Pinnow. La plus grande partie de ces déserteurs ont heureusement regagné leur patrie.

Le 31 au matin, le corps d'armée mit bas les armes. La caisse de numéraire fut embarquée heureusement la nuit du 30, et arriva sous escorte à Schwinemünde, et de là à Colberg.

Si l'on eût attendu les ordres supérieurs, elle auroit probablement été oubliée; mais l'officier dont il a déjà été fait mention, prit des arrangemens avec les receveur Behrend et le conseiller de guerre auquel la caisse étoit confiée pour hâter son passage.

Quoique, dans la nuit du 29, on eût averti le Général de Bila de l'approche de l'ennemi, il négligea d'en donner avis au Capitaine de Hiller, qui, par une suite de cette faute, fut fait prisonnier, le 30, avec toute sa troupe.

Fidélité au service.

Glatz.

Tout est de nouveau tranquille dans le département de la Chambre de Glogau. On jouit du repos qui avoit été troublé par quelques jeunes officiers impétueux à Sagan et aux environs. Cette ville a été assez maltraitée parcequ'on la croyoit pleine de patriotes. Grünberg s'en est mieux tiré. On ne peut en vouloir aux François s'ils prennent des précautions de prudence. Les autorités civiles du pays s'empressent à les seconder. A Glogau se trouve encore le respectable Président de

la Chambre, le B. de C. qui, déjà en 1802, célébra son jubilé de service, fut, à cette occasion, décoré par le Roi de l'ordre de l'aigle rouge, et honoré par le pays d'un monument et d'une médaille; ce vieillard, à deux doigts du tombeau, vint avec respect au devant des vainqueurs, exécute leurs ordres avec sévérité, et il est le seul d'entre les Présidens du pays qui publie ses rescrits sous les expressions:

Nous, Napoléon, par la grâce de Dieu etc.

Il faut avouer que ce vieillard a beaucoup de sagesse et qu'il suit parfaitement le précepte: „que toute per„sonne soit soumise aux puissances supérieures."

On regardera, peut-être, cette conduite comme une suite de la foiblesse de l'âge. Le référendaire de la Chambre de Tschirsky a donné un autre exemple de sagesse qui est unique. Cet homme, plein de talens, étoit autrefois propriétaire et chambellan. Un coup malheureux du sort lui fit perdre à la fois son bien, sa succession et son épouse, et il se voua au service de la Chambre; le receveur aux impôts du second département de Glogau ayant eu une mission à Berlin qui dura deux ans, le Ministre de Hoym donna ce poste à Tschirsky. Il s'étoit montré violent antagoniste des François, jusqu'à leur arrivée. La prudence lui fit alors faire volte-face, il fit aux ennemis toutes les avances possibles, les servit avec une fidélité exemplaire, et, ce qui n'étoit pas même de son ressort, s'instruisit de la force et de la position des partisans Prussiens et guida le Général Régnier

dans sa marche. Les autorités Françoises l'honorent entre elles du titre :

notre vilain Chambellan.

Il publia pour les villes de son cercle le rescrit suivant, preuve de sa prudence. On se dit à l'oreille que le Roi de Prusse l'élévera à la dignité de Directeur de la Chambre.

„Quoiqu'on dût présumer que la raison, la prudence, et le *desir de la conservation de soi-même* engageât, dans les circonstances présentes, chaque individu à être attentif à sa sûreté personnelle, et à ne pas s'exposer sans nécessité à des désagrémens et à des dangers, je remarque par les événemens qui ont eu lieu dans plusieurs villes, que beaucoup de gens perdent entièrement de vue ces mesures de prudence, et s'exposent, tant par la manière dont elles s'expriment dans des endroits publics que par leurs actions, à passer pour suspects. Grünberg et Sagan en ont donné l'exemple. Dans plusieurs occasions, les bourgeois et divers habitans de la ville se sont permis des propos très imprudens, qui ne pouvoient ni être utiles aux intérêts du Roi de Prusse, ni être nuisibles aux François, mais qui ont été *très bien remarqués par les personnes qui s'y trouvoient intéressées; et si le reproche ne s'est pas ensuivi, ces propos n'ont point été oubliés.*"

„Sur les ordres de S. Exc. le Gouverneur Général de Verrières, et ensuite d'une conférence

verbale avec le Général Montbrun, je charge particulièrement les magistrats des villes ci-dessous nommées, pour leur bien-être, pour celui de leurs familles et pour celui des villes confiées à leur administration, d'ordonner à tous les habitans avec la plus grande rigueur, que, dans tous les cas où p. ex. des officiers François seroient faits prisonniers, quelques escarmouches auroient lieu dans les villes etc. ils ayent à se tenir tranquilles et à demeurer dans leurs maisons, et que durant les passages des troupes, ils s'abstiennent de s'assembler sur les places publiques, et de s'entretenir au sujet des troupes, de quelque nation qu'elles puissent être."

„Les François entendent l'Allemand, plus ou moins, et la circonstance qu'ils ne sont pas complètement au fait de la langue les rend défians; l'expérience qu'ils ont faite dans le Tyrol, dans la Calabre et ailleurs les y autorise. Me trouvant très particulièrement au fait de la position des choses, je voudrois préserver les villes de calamités inévitables et de leur ruine entière; les magistrats, la bourgeoisie et les habitans du sort le plus terrible. En conséquence je recommande fortement, et dans les meilleures intentions à tous les magistrats l'avis que je viens de leur donner, afin qu'ils prennent des arrangemens convenables pour éloigner de nos provinces, autant qu'il sera possible, les suites funestes qu'ont

éprouvées et qu'éprouvent encore les pays que la force des armes et *un bonheur militaire sans exemple* *) ont soumis à cette nation invincible."

Glogau, le 26 Février 1807.

de Tschirschky.

Bagatelles intéressantes.

Dans le tems où les forteresses Prussiennes de Magdebourg, Cüstrin, Stettin, Spandau, Plassenbourg furent avec tant de rapidité livrées à l'ennemi, un officier demanda à un Juif, comment alloit le commerce? „Très-bien — répartit-il — les forteresses sautent et nos gens profitent."

Il n'y a pas longtems qu'un officier prisonnier de guerre vint à Berlin, et se présenta chez le Commandant, le Général *Hullin*, pour obtenir la permission de demeurer dans la capitale.

L'écrivain du Général, un simple soldat de la Garde impériale, reçoit sa demande pour la coucher

*) Mr. de Tschirschky paroît sortir ici de son rôle, et il a raison pour l'essentiel; car qu'y a-t-il de plus prudent que le principe de la conservation de soi-même, et de mieux avisé pour gagner l'ennemi que de le prévenir en tout?

C.....m....r.

au procès-verbal, et lui parle en françois que l'officier, en dépit de la bonne éducation qu'il a reçue à la maison des cadets, ne comprend pas.

„Quel est votre nom?"

L'officier se nomme après un assez long intervalle qu'il lui falloit pour se traduire à lui-même cette question en allemand.

„D'où êtes-vous natif?"

La réponse se fait après une assez longue méditation.

„Quel âge?"

Encore une pause avant de répondre.

„Dans quel régiment avez-vous servi, et dans quel rang?"

C'est ici qu'il fallut bien du tems pour satisfaire à l'interrogatoire.

„Quelles seront vos occupations pendant votre séjour à Berlin, et pourquoi voulez-vous vous y arrêter?"

Cette question étoit fort compliquée pour l'officier. Il s'occupe à la translater en pensée mot pour mot.

„Eh bien!" dit avec feu le François impatient.

A ce mot l'officier est hors de lui; il a oublié ce qu'on lui avoit demandé, et sue d'angoisse.

„Apparemment — dit l'écrivain — que vous venez ici *pour achever votre éducation?*"

Oui, répond l'officier; et l'écrivain couche sa déclaration en ces mêmes termes au procès-verbal.

Berlin a reçu depuis peu une preuve de la vigilance avec laquelle la police est exercée par les autorités françoises. Un commissaire de la justice criminelle qui avoit long-tems passé pour un honnête homme, et qui étoit connu comme très rusé pour aller à la recherche des coupables fut dénoncé comme participant à un vol et mis en prison. Le fait ayant été rapporté au Général *Hullin*, il dit à celui qui lui en faisoit part: „Je n'ai pas voulu prévenir la police de Berlin, mais voyez cet article de mon régistre." L'article portoit à la suite du nom de l'homme: „Bonne tête; mais avec des voleurs de marque sous un même bonnet."

Kotzebue, dans sa pièce dramatique intitulée *l'Epigramme*, fait dire au Conseiller de la Chambre *Rigaudon:* „je connois une petite province où les titres sont à un prix de raves." Ce mot me réveille l'idée de la Poméranie Suédoise. Il y a deux ans au moins que le trafic des emplois et des titres y étoit à l'ordre du jour. On pouvoit en petit y devenir, à prix d'argent, tout ce qu'on vouloit. Le titre de Conseiller se payoit 100 ducats. Les emplois mêmes se vendoient à un prix très médiocre par des Employés las de leur carrière, ou incapables d'y suffire. Un emploi de 400 à 500 Risd. de revenus annuels se vendoit 4 à 5000 Risd. Le poste d'un directeur du pesage qui rapportoit 450 Risd. fut acheté pour 1800 Risd. Il en étoit

de même des charges militaires. On acquerroit, selon le payement, un rang à volonté. Une place de Capitaine ayant sa compagnie se payoit de 2 à 6000 Risd. Il y a bien apparence que cela n'a pas changé depuis. On en voit les suites funestes. Il se trouve des Employés qui parviennent à leur état sans autre qualification que la somme du prix d'achat. On devient Secrétaire sans savoir tenir la plume, Capitaine sans avoir de connoissances militaires. Mais aussi entend-on là, comme à Berlin, une abondance de titres; on ne nomme personne du nom de son père. Il faut, bon gré, mal gré, être quelque chose dans l'Etat. Cet usage est d'ailleurs assez généralement répandu, et il a lieu dans maintes petites villes où grâces au ciel, le rang n'est pas vénal.

„Que l'on se représente, dit le célèbre Philosophe *Moyse Mendelssohn*, une ville très irrégulière, dans laquelle un porteur de lettres a, durant sa vie entière, exercé ses fonctions, dont il connoit toutes les courbures et tous les coins, tellement qu'il trouve chaque maison dans les ténèbres. Que, dans une nuit, par un pouvoir magique, cette ville soit transformée en une cité très régulière; que dira le lendemain le porteur de lettres de ce changement? Il se plaindra de désordre, *d'innovation* désavantageuse? Il ne s'y retrouvera pas."

Il en est de même de nos hommes d'affaires qui

ne connoissent que la vieille routine, et qui ne réfléchissent point. A leurs yeux, toute réforme utile dans la constitution ou dans l'administration est un *désordre*, une innovation dangereuse. C'étoit le cas de beaucoup d'officiers dans la campagne de 1806; leurs connoissances militaires étoient encore celles qu'ils avoient acquises dans la guerre de sept ans; ils en étoient restés là, persuadés que c'étoit le plus haut degré de la science, et ils jouoient à l'hombre pendant que les François avançoient à grands pas. Il est assez naturel, qu'à l'exemple du porteur de lettres, ils ne se retrouvassent plus.

L'Empereur de *Haïti*, *Jacob Dessalines*, actuellement assassiné, autorisa il y a deux ans dans son île, pour faciliter les progrès des sciences et ceux de l'imprimerie, une entière liberté de la presse et des opinions, à quelques legères exceptions près. L'auteur ne devoit rien écrire qui pût compromettre des personnes en autorité, ne se permettre aucune observation sur des erreurs dans la constitution de l'état ou dans l'administration des charges, n'émettre aucune opinion contre le militaire et le clergé, contre des coupables ou des imbécilles de marque, ne censurer aucun défaut public, et ne prononcer aucune vérité qui pût offenser quelqu'un. D'ailleurs la presse étoit déclarée libre. Il étoit permis de publier des éloges à souhait.

Telle fut à peu près la censure à Berlin, avant

l'explosion de la guerre. Tout pouvoit être imprimé; mais rien contre la Religion, le Roi, ni l'Etat. Considéré en soi, ce principe étoit équitable; mais quelle extension ne pouvoit pas lui donner un censeur foible ou pusillanime! Il n'étoit responsable, en aucune manière, de son opinion dans un cas pareil. Il pouvoit interpréter à volonté une période entièrement innocente, et retrancher d'un ouvrage tout ce qu'il lui plaisoit. On n'admettoit point de réclamations. Un homme d'importance des alentours du Roi répondit à quelqu'un qui le consultoit à cet égard: „Il faut abandonner au censeur le jugement de ce qu'il croit devoir permettre ou retrancher. Si on lui fait des reproches de trop de rigueur, il laisse passer le tout, et c'est ce qui ne doit pas avoir lieu." Il est assez triste d'être livré ainsi à des mains qui ne savent qu'enfouir et ne savent rien produire. Qu'un censeur de cet ordre soit outre cela méchant; Apollon protégera en vain la littérature.

Quand on commence à guerroyer;
Les langues de se fourvoyer.

Dit un vieux poëte, et avec raison. Que de propos ne se répandent pas en tems de guerre parmi le peuple! Dans tous il y a quelque chose de vrai, mais à peine la millième partie. C'est aussi l'idée de *Musaeus* lorsqu'il dit qu'il nage un grain de vérité dans tous les bruits populaires. Dans ce moment tout le

monde est politique. Chacun parle avec les autres, qu'il ait du sens ou qu'il n'en ait pas. On rapporte d'abord ce qui réellement s'est passé. La lavange s'agrandit en roulant, et chaque bouche ajoute à la nouvelle qui se propage, surtout lorsqu'on y a quelque intérêt. Tout écouteur ajoute un petit mot quand il devient conteur à son tour.

Ainsi, No. 1 rencontre son ami No. 2, et lui dit: Un courier vient d'arriver; mais on ignore d'où il vient ni ce qu'il apporte. No. 2 continue son chemin et dit à No. 3, qu'il est arrivé un courier et que l'on suppose qu'il s'est livré une bataille. No. 3 dit à No. 4 qu'il y a eu une grande affaire près de N. N. No. 4 va au cabaret et en entrant dans la chambre il dit avec importance qu'une bataille meurtrière a été livrée près de N. N. et que 3000 hommes sont restés sur la place. Aussitôt No. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12 courent, par différentes routes, l'un à la ressource, l'autre à la boutique du mercier, les autres chez un ami, chez un restaurateur etc. Chacun fait de son côté un supplément, et à la fin du jour il y a eu 10000 morts, 10000 blessés, 20000 prisonniers, une couple de Généraux sont restés sur la place, on a pris un grand nombre de canons et de drapeaux. D'où l'a-t-on appris, demande-t-on? *D'un homme qui doit être bien instruit*, mais que l'on ne nomme pas.

A dire vrai il faudroit indiquer la marche suivante: No. 12 dit que No. 11 lui a fait confidence de ce que No. 10 a entendu que No. 9 a dit ce que No. 8 a

pensé. C'est-à-dire que No. 7 a entendu ce que No. 6 a dit, que No. 5 lui avoit communiqué la nouvelle publiée par No. 4. C'est que No. 3 avoit appris que No. 2 avoit répété ce que No. 1 avoit découvert. Telle est la marche des bruits de ville en fait de politique.

Qui veut ouïr de quelle manière étonnante quelques personnes parviennent aux rangs et aux emplois pour lesquels ils n'ont pas la moindre capacité, qu'il prête l'oreille à ma narration!

Un jeune homme de grande famille devint soldat — c'est-à-dire, officier — selon la coutume de son pays. On le fit Enseigne. Il vécut avec ses camarades selon les us et statuts de son état, ce qui signifie qu'il donna dans la débauche et dans la crapule aussi bien qu'eux. On faisoit par fois des gageures. Un soir que la joyeuse Compagnie des frères d'armes étoit rassemblée, l'un d'entr'eux proposa un pari en faveur de celui qui seroit en état de boire la plus grande quantité de liqueurs fortes sans se griser. Et tous d'y donner les mains avec joie et de choisir pour cette épreuve — de l'Arrac!

Il ne se passa pas beaucoup de tems qu'une bonne partie des buveurs fut sous la table, et de ce nombre étoit l'Enseigne. Mais cette chûte ne devoit pas servir de finale à ces bacchanales. Le feu de la liqueur attaqua le paumon du jeune homme, il tomba dans l'éthisie. Un médecin éclairé lui conseilla de demander un se-

mestre, d'aller vivre à la campagne, et d'y boire du lait d'ànesse. Il le fit et fut, en partie, rétabli. Le médecin lui donna alors le conseil de quitter le service militaire, et d'entreprendre quelque autre occupation qui ne fut pas aussi nuisible à sa constitution physique. Il suivit ce conseil, se mit à feuilleter par ennui quelques ouvrages rélatifs aux connoissances caméralistiques et financières, dont il acquit une idée superficielle. Ses parens qui avoient du crédit, et qui le regardèrent de travers, lorsque l'arrac eut interrompu pour lui la carrière des armes, commencèrent à lui faire bon visage et résolurent de l'avancer dans les charges civiles. Il avoit toutes les prérogatives qui assurent un rang, de l'argent, une noblesse de lignée, de la protection. Il ne pouvoit manquer sa carrière. Aussi s'éléva-t-il de grade en grade jusqu'aux plus hautes charges, et fut enfin décoré du cordon.

Un autre fit des progrès rapides dans la carrière militaire, parcequ'une dame de la cour, dans le tems où il étoit encore Sous-lieutenant, dit à l'épouse du Prince: „J'ai dansé hier avec un tel. Il danse comme un ange, il étoit mis comme un ange" et son Altesse Sérénissime faisoit cas des beaux danseurs.

Que peut-on demander de plus, que d'arriver aux emplois et aux dignités par la danse et par l'arrac?

Ce sont des prodiges de l'esprit de notre siècle.

De la tendance de l'ouvrage intitulé:

Lettres confidentielles sur les relations intérieures de la Cour de Prusse etc.

et sur la feuille périodique:

Tisons d'Hercule, etc.

Il est tems que l'auteur du premier ouvrage et le rédacteur du second se déclarent hautement à cet égard, plusieurs censeurs auxquels manque la faculté de conception les ayant interpellés. Si cette faculté ne leur manquoit pas; ils eûssent été, selon toute apparence, éclairés par les ouvrages mêmes.

Ces mêmes censeurs avancent qu'il faut s'élever contre le mal avant qu'il se fasse, et non, lorsqu'il est déjà fait; que ces lettres ne sont pas de 1786, mais qu'elles ont été écrites nouvellement, et beaucoup d'autres choses.

De ma part. Que ces Messieurs disent ce qu'il leur plaira; j'y suis fort indifférent. Car ils paroissent s'occuper de la forme, du titre, des fautes d'impression, et de je ne sais quoi encore.

Cependant comme on lit beaucoup ces ouvrages, et que l'un ou l'autre pourroit douter s'il convient de

mettre au jour les fautes de la patrie, je me trouve engagé à donner une explication.

Aussi long-tems qu'un Etat, foible dans l'intérieur, en impose encore à ses voisins par un extérieur éclatant, il est du devoir du patriote de ne point faire connoître ses côtés foibles. Il faut en secret opérer, conseiller, avertir, aider par tout où cela est possible. L'ai-je fait? je ne puis pas m'expliquer là dessus. *Napoléon* lui-même qui est instruit de tout, ne supposoit pas notre foiblesse telle qu'il la trouva. C'est ce que prouvent ces paroles qu'il dit avant la journée du 14 : *Certainement ils se tromperont, ces perruques.* Et sur la montagne de Napoléon, lorsqu'il apperçut la position confuse de l'armée : *Les Prussiens sont encore plus stupides que les Autrichiens.*

Quiconque entre alors hautement en lice, comme *Bülow* dans sa campagne de 1805, ne songe qu'à satisfaire sa propre vanité. Il acquiert, sans doute, le nom de prophète; mais il a trahi à l'ennemi la foiblesse de l'Etat.

Mais lorsqu'il n'y a plus rien à faire, et que l'Etat s'est écroulé sous ses débris, quand les premiers de l'Etat se fleurdelisent par la trahison, la poltronnerie et l'imbécillité, dira-t-on que je me trompe?) quand le Roi est abandonné; quand la plus grande partie du public cultivé, désespérant du rétablissement des choses, se jette entre les bras de l'ennemi, lui prêt serment de fidélité, lui indique les propriétés de l'Etat, lui dénonce ceux qui tiennent encore avec probité le

parti du Roi, quand une quantité d'Employés s'enrichissent d'une manière deshonorante, en fournissant à l'armée ennemie ses subsistances; alors il est tems que la voix crie dans le desert, qu'elle rende compréhensible les causes de la chûte de l'Etat, qu'elle montre au doigt les misérables qui ont provoqué cette chûte, qu'elle flétrisse tous les fripons qui ne connoissent rien autre chose que l'art de remplir leurs poches. D'un autre côté il est convenable de nommer les hommes de mérite de la nation, qui ont rempli leur devoir, et qui ont fait encore davantage.

C'est un reproche indigne que de nous objecter que l'on fait le portrait du Roi de manière à bien faire ressortir sa foiblesse. Il faudroit être capable d'une flatterie aussi basse que le censeur l'est d'une ironie amère, si l'on prodiguoit au Roi les titres de génie sublime, de nouveau *Frédéric*, de grand Capitaine. Le Roi est une homme d'une moralité excellente, il a un sens droit, il a fait tout ce qu'il s'est trouvé en état de faire. Qu'a-t-on de plus à prétendre de lui? Ce que j'ai dit ne peut rien lui enlever de la confiance de ses sujets; je cherche, au contraire, à soutenir cette confiance.

D'autres disent que, dans la supposition même que ces ouvrages renferment des vérités, ce n'étoit pas le tems de les dire; que c'est un soleil qui éclaire, et qui n'échauffe point. — Je voudrois bien pouvoir me faire une idée de cette chaleur qu'on demande. Ces Messieurs sont assis commodément derrière le poële,

en tenant ces propos, qu'ils aillent prendre connoissance du peuple; il n'est plus tems d'y porter la chaleur.

C'est le tems de détruire et de sapper à fonds tous les abus qui sont découverts. Les traîtres doivent être publiquement flrétris et punis; le Roi doit s'entourer de ce qu'il y a de plus noble (non pas la noblesse) dans son pays, afin de tirer de l'ancien chaos quelque chose de permanent.

Voilà pourquoi nous publions ces feuilles. Au reste, nous ne souffrirons point qu'on fasse tort à personne, et si cela a lieu, sans notre faute, nous publierons les rectifications nécessaires.

D'autres voix m'avertissent des persécutions qui fondront sur moi. Quand le Roi sera de retour, me disent-ils, on vous colomniera. On vous fera un procès; vous serez arrêté, jugé et flétri.

J'attends ce moment. Je me nommerai au Roi; il est juste; qu'il prononce. Je courberai patiemment ma tête sous le couteau, et je me consolerai dans l'idée que la lettre ne s'efface point. Si l'on en vient jusqu'au point de juger et de punir les partisans du vrai système de l'Etat, c'est une preuve qu'il n'existe plus.

Je me suis expliqué sur la tendance de ces ouvrages. Qu'on ne trouble plus mon repos! Fabricans de censures, hommes foibles qui n'avez pas le courage de sentir votre foiblesse, vous ne prodiguez à l'ennemi cet encens dont il est dégouté, que pour recevoir de lui quelques écus de vos appointemens.

Eclaircissemens donnés par l'auteur des Lettres confidentielles etc. au sujet du livre noir cité dans les Tisons d'Hercule, etc.

C'est avec raison que je suis indiqué sur le titre des Tisons d'Hercule, etc. comme auteur, car, à l'exception du dernier morceau fourni par *Benkowitz*, tout le reste est de moi. Le second cahier ne renferme de moi que la pièce p. 113. Je ne l'ai vu qu'après l'impression, au retour d'un voyage de deux mois. Je n'ai donc pas eu préalablement connoissance de ces articles.

J'y trouve le *livre noir*, et je suis obligé de déclarer que ce régistre renferme à la fois des vérités et des mensonges, et qu'il porte l'empreinte de l'animosité et de la trivialité. Les injures qu'on y entasse n'appuyent en aucune façon la vérité et la justice. L'auteur ne s'est pas nommé, le manuscrit a été envoyé par main-tierce à l'éditeur; mais le public le reconnoîtra au titre, à la forme et à la tendance de l'écrit. C'est à lui qu'en reste la responsabilité.

C'est à lui à se justifier vis-à-vis de tant de gens honnêtes qui sont compromis et calomniés dans ce régistre. Qu'il se justifie d'avoir fait paroître ce pamphlet

dans ce moment, et de devenir, peut-être, la cause du malheur de plusieurs familles, si l'Etat reprend possession de ces domaines dont quelques-uns sont déjà dans la troisième main.

Je ne prends point la défense de ces donations que l'on juge; j'ai déjà dit là dessus mon opinion dans la première partie des lettres confidentielles. S'il est vrai que le Comte *Hoym* ait protesté contre la saisie des biens ecclésiastiques et des starosties, comment se peut-il qu'il ait conduit l'affaire des donations. Je ne ferai qu'indiquer les erreurs qui me sont connues dans le régistre noir; elles mettront le public en état de juger le tout.

P. 62. No. 7. *Le Président Eisenberg de Berlin.*

Il est dit qu'après la sédition de Breslau, Hoym tomba aux genoux d'Eisenberg et le conjura de ne point le perdre.

La contre-vérité de cette assertion est évidente. Quiconque connoît le Comte *Hoym* comprendra qu'il lui étoit physiquement et moralement impossible de tomber aux genoux d'Eisenberg. Il est impotent, et sa prudence lui auroit offert assez de ressources sans s'avilir. Toute l'imputation de ce tumulte retomboit sur *Werner*, Président de la ville de Breslau, protégé immédiatement de *Frédéric Guillaume II*, pour lequel il avoit négocié des emprunts lorsqu'il étoit encore Prince Royal.

P. 64. *Le Prince de Hohenlohe.*

L'échange que le Prince de Hohenlohe proposa entre le domaine de Crotozcyn et ses donations, n'auroit point été injuste, s'il avoit été fait d'après les devis des possessions réciproques. Le Ministre d'Etat *de Voss* déjoua ce projet, peut-être par de bonnes raisons. Les propriétés du Prince de Hohenlohe étoient plus à la convenance du Roi que Crotozcyn, parcequ'elles arrondissoient les domaines de la Prusse dont elles avoient été imprudemment détachées.

P. 66. *Le Comte Lüttichau.*

On charge trop ici le Conseiller de régence de *Grevenitz*; on va jusqu'à l'accuser de s'être laissé corrompre. *Grevenitz* n'étoit pas juge dans cette affaire. Il étoit officiellement l'avocat de la Comtesse *Gurowska*. La cause légale rélative aux biens dans ce procès de divorce, n'a aussi pas été terminée par sentence de justice, mais par accommodement. On voit que l'auteur a été bien mal instruit. Toutes les sommes indiquées sont fausses. Tout ce que l'on dit du Conseiller de Justice *Reinhard*, est également faux.

P. 70.

Hoym a acheté Murawanna Goslin pour 120000 Risd. et l'a revendu pour le même prix. S'il avoit fait cet achat par complaisance pour *Bischofswerder*, auroit-il

commis l'imprudence de gagner d'abord 40 pour cent? On voit que l'auteur n'a cherché qu'à répandre du blâme et que, dans sa passion, il a été fort inconséquent.

P. 71.

Le Conseiller *d'Unruh* est aussi honnête homme que le Général *Köckeritz*, et il est faux que les biens indiqués ayent été donnés à ce dernier. Ils ont été cédés à *Unruh* par un accommodement avec le précédent propriétaire, le Comte *Luc de Bninsky*. *Unruh* a payé cher cet accommodement, et outre cela il a été obligé d'acheter, argent comptant, tout ce qui s'est trouvé en inventaire. Il a restauré les bâtimens qui avoient été fort négligés, et fait plusieurs améliorations avant de les vendre de nouveau.

P. 80.

Dans cette taxe des propriétés de Triebenfeld, et dans la note des prix de vente, sont compris les biens qu'il possédoit lui même en propre.

Je me contente d'indiquer ces rectifications, les seules qui se présentent à mon esprit, dans ce moment où je suis éloigné de la source. Je pourvoirai désormais seul à la rédaction de cet ouvrage, et je me rendrai ainsi responsable de tous les mémoires qu'on y trouvera.

Note de l'Editeur.

Je déclare, comme très conforme à la vérité que l'auteur des lettres confidentielles a ignoré l'impression du *livre noir*. Je lui annonçai l'envoi de cette pièce; mais il étoit parti, et ma lettre ne le trouva point. Lorsqu'il l'eut reçue, voici la réponse qu'il me fit:

„Gardez-vous de ce mémoire. Le régistre noir m'est connu en manuscrit; il renferme beaucoup d'erreurs; il est particulièrement dirigé contre le Ministre de *Hoym*. Je ne veux avoir aucune part à tout le blâme prononcé contre ce vieillard, d'autant plus qu'il est actuellement hors de service. Que le Comte *Hoym* ait eu des foiblesses; cela se peut. Il n'en étoit pas moins le plus sage des Ministres Prussiens."

Cet avis vint trop tard. L'ouvrage étoit déjà imprimé et répandu.

Reponse à une lettre anonyme de l'auteur du régistre noir.

Il est parvenu à la rédaction des Tisons d'Hercule une lettre anonyme de l'auteur du régistre noir où il fait diverses inculpations à celui qu'il suppose être l'auteur des lettres confidentielles. On s'y exprime ainsi:

„Je n'ai en aucun sens pu voir avec plaisir que

„vous ayiez transcrit dans le second cahier des Ti-
„sons d'Hercule ma tabelle des donations de la Prusse
„méridionale."

Le rédacteur actuel et l'auteur des lettres confidentielles y trouvent bien moins de plaisir encore. Nous possédons encore des fragmens d'un procès d'un Mr. de ....d qui ont été de même envoyés à la rédaction, et dont les caractères ont une parfaite ressemblance avec ceux de cet écrit. Nous n'en ferons aucun usage.

„Je n'appartiens pas à la classe des poltrons; des
„raisons que je n'ai pas envie de déduire ici m'en-
„gageront à garder probablement le silence vis-à-vis
„de vous; mais je me réserve de me justifier en
„particulier, très-fort à vos dépens, si l'escadre
„des donataires me suscitoit quelque désagrément,
„quoique vous fassiez le panégyriste de ces gens-là."

La régistrateur noir fera ce qu'il lui plaira; il doit savoir à qui il a transmis son régistre. De quelque côté qu'il cherche au reste à m'attaquer, je le préviens que je suis en mesure.

„Aussi peu que je me sens disposé à donner un dé-
„menti à ce tableau scandaleux, autant je proteste
„contre une publication qui est hors de tems. Il y
„a de la bassesse à insulter un gouvernement mal-
„heureux."

L'auteur de la lettre a raison. Mais lui a-t-on dérobé son tableau? L'éditeur prétend le tenir de mains sûres. L'auteur n'en auroit-il pas donné communication quelque part?

„J'ai retrouvé dans les lettres confidentielles une „partie de mes idées; des jugemens étayés de quel- „ques flatteries."

C'est ce dont je ne sais rien. Peut-être l'auteur de la lettre se fait-il illusion. Sans doute qu'il auroit écrit une autre caractéristique de la Cour de Prusse que la mienne.

„C'est un mensonge décidé, lorsque vous dites dans „les lettres confidentielles que je hume de toutes „parts de poison."

Il me semble que le régistre noir le prouve.

„L'ironie et le blâme ont toujours chez moi une „tendance morale. Vos propres écrits contiennent „des matériaux en grand nombre qui justifient mes „prédictions; seulement avec cette différence que „vous reculez toujours en arrière, quand il s'agit „d'un assaut personnel, au lieu que je me jette „avec ardeur sur les personnes mêmes."

En cela vous avez tort. Je n'attaque point les personnes; je n'attaque que les choses. L'homme le plus probe peut exécuter les projets les plus desastreux, en les supposant utiles; p. ex. le Baron de Stein et les billets de trésor.

„Quel bien vous pourriez faire, et dans quel beau „jour vous vous trouveriez si votre caractère étoit „aussi pure et votre vertu aussi ferme que vos con- „noissances sont étendues et que la plupart de vos „vues sont justes!"

Le régistrateur sait-il donc avec certitude que celui

à qui il a écrit est l'auteur des lettres confidentielles? Au reste la vertu ne consiste pas à insulter les personnes qui conduisent les affaires de l'Etat. On s'en tient aux affaires, et non aux personnes, et si l'auteur dans la seconde partie des lettres, a quelquefois perdu de vue ce principe, il en témoigne son regret. On ne peut pas s'accommoder aux vues de tout le monde.

„Vous, le panégyriste et le partisan de Hoym, vous „publiez mon tableau des donations!"

Ce seroit, sans doute, une inconséquence, s'il y avoit de la vérité. Malgré vos insultes, je demeurerai le panégyriste du Comte Hoym. N'oubliez pas qu'il est hors de service, et qu'il ne peut, ni m'être utile, ni me nuire. J'ajouterois qu'il ne me connoît point; si je savois que vous voulussiez être éclairé.

„Ce qu'il y a de plus désagréable, c'est que le ta- „bleau des donations est, non seulement, imprimé „d'après un manuscrit incomplet où il manque „beaucoup d'articles; mais qu'il s'y est aussi glissé „des erreurs."

Le public est donc instruit que ce tableau n'est pas juste. Je ne m'en mêle plus. Il est permis au Régistrateur d'en publier un plus exact, de démentir celui qui a paru, ou de s'enquérir de la personne qui l'a vendu à son insçû; peu m'importe.

VA1152345B

Digitized by Google